

PERFORMANCE ET SOLIDITÉ DU MODÈLE MUTUALISTE DIVERSIFIÉ : UN RÉSULTAT SEMESTRIEL DE 2 MD€ DANS UN CONTEXTE INCERTAIN

Dans une période marquée par des incertitudes économiques, politiques et géopolitiques, Crédit Mutuel Alliance Fédérale réalise des résultats solides au premier semestre avec un produit net bancaire (PNB) qui atteint 8,3 milliards d'euros (+3,4 %). La banque de détail est stable, avec un PNB de 6,1 milliards d'euros (+0,5 %). Les métiers spécialisés se maintiennent (+2,4 %). L'assurance connaît une belle dynamique avec un produit net assurance en progression de +9,3 %.

Bancassureur universel de proximité, le groupe mutualiste démontre la performance de son modèle avec un résultat net qui atteint plus de 2 milliards d'euros (+3,5 %). Il confirme le rythme de ses investissements stratégiques et garde son cap dans cette première année de lancement de son plan stratégique 2024-2027 Ensemble Performant Solidaire. La hausse de ses investissements est en partie compensée par la baisse des cotisations au Fonds de résolution unique (FRU). Ainsi, les frais généraux s'élèvent à 4,7 milliards d'euros (+1,3 %).

Le coût du risque est en forte augmentation à 957 millions d'euros (+41,1 %) par rapport au premier semestre 2023 et poursuit une tendance observée depuis plusieurs trimestres dans un contexte économique incertain en France et un environnement de taux contraignant.

Avec 64,1 milliards d'euros de capitaux propres et un CET1 de 18,5 %³ au 30 juin 2024, Crédit Mutuel Alliance Fédérale reste l'une des banques les plus solides de la zone euro.

Première banque à avoir adopté le statut d'entreprise à mission, Crédit Mutuel Alliance Fédérale continue de mettre sa performance au service de ses sociétaires, ses clients, la société et de partager la valeur grâce au Dividende sociétal.

Résultats au 30 juin 2024 ¹	1 ^{er} semestre 2024 ¹	Évolution ¹ S1 2024 / S1 2023
PRODUIT NET BANCAIRE EN PROGRESSION	8 257 M€	+3,4 %
<i>dont banque de détail</i>	6 094 M€	+0,5 %
<i>dont assurance</i>	701 M€	+9,3 %
<i>dont métiers spécialisés</i>	1 491 M€	+2,4 %
FRAIS GÉNÉRAUX STABLES INTÉGRANT LES INVESTISSEMENTS DU PLAN STRATEGIQUE	-4 712 M€	+1,3 %
COÛT DU RISQUE EN AUGMENTATION LIÉE À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	-957 M€	+41,1 %
RÉSULTAT NET SOLIDE	2 032 M€	+3,5 %

CROISSANCE DES FINANCEMENTS ²		
Crédits à l'habitat	Crédits à l'équipement et crédit-bail	Crédits à la consommation
264,1 Md€	142,7 Md€	55,0 Md€
+2,3 %	+3,4 %	+2,8 %

UNE STRUCTURE FINANCIÈRE SOLIDE	
Ratio CET1³	Capitaux propres
18,5%	64,1 Md€

¹ Comptes non audités, les procédures d'examen limité menées par les commissaires aux comptes sont en cours. La réunion du conseil d'administration arrêtant les comptes s'est tenue le 31 juillet 2024. L'ensemble de la communication financière est disponible sur le site Internet : www.bfcm.creditmutuel.fr et est publiée par Crédit Mutuel Alliance Fédérale en application des dispositions de l'article L451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF). ² Croissance sur 12 mois. ³ Estimé au 30 juin 2024, l'intégration du résultat dans les fonds propres est soumise à l'approbation de la BCE.

« Crédit Mutuel Alliance Fédérale est une entreprise à mission toujours plus performante, innovante et solidaire. Nos résultats sont solides, ils confirment la pertinence de nos choix stratégiques et de notre modèle de bancassurance universelle. Ils sont le socle sur lequel nous nous appuyons pour construire l'avenir. »

Daniel Baal, Président



« Nous avons fixé avec notre plan stratégique Ensemble Performant Solidaire un cap clair : la conquête sur tous les marchés et territoires pour accroître notre développement au service de nos sociétaires, clients et de la société. Les résultats du premier semestre 2024 attestent de notre performance et d'une dynamique collective remarquable. »

Éric Petitgand, Directeur général

1. Des résultats solides démontrant la performance du modèle diversifié de bancassurance

Les résultats du premier semestre 2024 témoignent de la solidité du groupe mutualiste et de la pertinence de sa stratégie de diversification. Les résultats sont notamment portés par l'assurance, la banque de financement et les activités de marché.

Une performance commerciale et opérationnelle solide

Crédit Mutuel Alliance Fédérale démontre son dynamisme et son efficacité au service de ses sociétaires et clients. Le produit net bancaire de 8,3 milliards d'euros (+3,4 %) et le résultat net de 2,0 milliards d'euros (+3,5 %) se maintiennent à un très haut niveau.

Fort de son modèle décentralisé, Crédit Mutuel Alliance Fédérale affiche la meilleure efficacité opérationnelle du secteur avec un coefficient d'exploitation de 57,1 %. Les frais généraux sont maîtrisés à 4,7 milliards d'euros (+1,3 %) tout en permettant au groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'investissements dans la technologie - notamment en matière d'IA générative - et l'humain, avec un contrat social fort. Ils bénéficient de la faible contribution au FRU au premier semestre 2024 (-3 M€ vs -217 M€ au S1 2023).

Des choix gagnants de diversification

Ce modèle mutualiste diversifié a une nouvelle fois démontré sa force et sa résilience. Les activités soumises à un climat défavorable sont largement compensées par les autres métiers.

La banque de détail atteint un résultat net de 857 millions d'euros (-17 %). Elle est pénalisée par la baisse de la production de nouveaux crédits, le pincement des marges d'intérêts et la hausse du coût du risque.

S'appuyant sur la force des 4 300 points de vente (caisses de Crédit Mutuel, agences du CIC et réseaux à l'étranger), les activités de diversification enregistrent de très solides performances.

Le produit net assurance, à 701 millions d'euros, affiche une hausse de +9,3 % portée par la progression du résultat des assurances de personnes et de l'assurance-vie ainsi que par l'augmentation du résultat financier. Le résultat net de l'activité assurance atteint 483 millions d'euros (+9,0 %). Pour continuer de soutenir l'assurabilité du plus grand nombre, les Assurances du Crédit Mutuel enregistrent une activité très dynamique en assurance de biens (+5,8 %) et des personnes (+4,0 %). Alors que l'année a été marquée par une poursuite de la hausse de la sinistralité en assurances de biens, les équipes se sont mobilisées à un niveau exceptionnel pour venir en aide aux sinistrés.

Porté par une hausse de la marge et une diminution du coût du risque, le résultat net de la banque de financement progresse fortement à 156 millions d'euros (+47,7 %). Les activités de marché sont dynamiques à 120 millions d'euros (+7,4 %) démontrant leur capacité à répondre aux besoins croissants de couverture des clients corporate face au regain de volatilité des marchés.

Le crédit à la consommation atteint un résultat net de 224 millions d'euros (+10,3 %). Une dynamique portée par la performance de notre filiale en Allemagne TARGOBANK avec un très bon résultat net semestriel à 183 millions d'euros¹ et Cofidis qui affiche un résultat net en forte hausse à 42 millions d'euros (+85 %). Depuis son entrée au capital de Cofidis Group en 2009, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a démontré sa capacité à intégrer de nouvelles lignes de métiers dans son modèle de bancassurance mutualiste, tant par ses moyens (avec Euro-Information) que par ses valeurs. En avril 2024, le groupe est devenu l'unique actionnaire de Cofidis Group².

¹ TARGOBANK Retail

² Cf. communiqué de presse du 11 avril 2024

Résistance du modèle diversifié face à la hausse du coût du risque

La situation d'incertitude affecte les comportements des acteurs économiques. Pour les réseaux bancaires en France, la collecte d'épargne ressort à +4,0 milliards d'euros alors que les déblocages de crédits reculent de 8,3 milliards d'euros, notamment pour l'habitat (-29,3 %) et l'investissement (-11,1 %).

En nette hausse, le coût du risque atteint 957 millions d'euros (+41,1 %), porté notamment par un effet rattrapage après la fin des mesures de soutien public à l'activité économique.

Avec un CET1 de 18,5 % estimé au 30 juin 2024, un LCR moyen de 178 % au premier semestre et une gestion prudente de sa liquidité, Crédit Mutuel Alliance Fédérale se place parmi les banques de la zone euro les plus solides.

2. Technologie et climat au cœur du projet stratégique du groupe mutualiste

Crédit Mutuel Alliance Fédérale a lancé en début d'année son plan stratégique 2024-2027 *Ensemble Performant Solidaire*. Avec l'accélération de la révolution technologique et climatique, le groupe renforce ses investissements avec des partenariats technologiques stratégiques sur l'IA générative et la création de l'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité.

Maintenir l'avance technologique avec l'adoption de l'IA générative

Crédit Mutuel Alliance Fédérale met l'innovation technologique au service de la relation de proximité entre ses sociétaires, clients et leur conseiller dédié non commissionné.

Banque technologique et pionnier dans l'usage de l'intelligence artificielle (IA), Crédit Mutuel Alliance Fédérale a accéléré ses investissements. **Euro-Information a renforcé sa collaboration avec IBM – autour de la plateforme watsonx – pour déployer 35 cas d'usages de l'IA générative dans les réseaux Crédit Mutuel et CIC, avec une série disponible dès cet été.**

La technologie est mise au service de l'humain, comme le démontre l'adoption par la Chambre Syndicale et Interfédérale – le Parlement du groupe mutualiste – d'une **charte éthique de l'IA**. Une décision collective qui vient renforcer son statut d'entreprise à mission.

Opérant en tant que banque industrielle, Crédit Mutuel Alliance Fédérale se distingue par sa capacité à réaliser la quasi-totalité de ses traitements informatiques sur ses propres datacenters situés en France et en Europe sur des logiciels dont il a la pleine maîtrise. Un choix structurant qui assure la sécurité des données et l'intimité numérique de ses sociétaires et clients.

IA générative

Un partenariat stratégique avec watsonx d'IBM.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale et Euro-Information étendent leur collaboration avec IBM, via sa plateforme watsonx, pour développer une IA responsable. Elle permettra d'accélérer et d'industrialiser le déploiement de l'IA générative.

Les banques ont un rôle important à jouer pour la transition écologique alors qu'elles financent les deux tiers des investissements des entreprises et la quasi-totalité des projets des particuliers.

Pour réduire l'empreinte carbone de son bilan et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le Climat, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a lancé l'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité. L'Institut fournira des outils et l'expertise pour accompagner les transitions des clients des réseaux bancaires Crédit Mutuel et CIC. Il a pour priorité l'éco-rénovation des logements ainsi que l'accompagnement du monde agricole pour lui permettre de faire face aux conséquences du changement climatique.

Le groupe mutualiste a conforté sa place de précurseur en matière environnementale. Depuis le 1^{er} juillet 2024, il a cessé toute intervention¹ auprès d'entreprises énergétiques qui continueraient à développer de nouveaux projets d'exploration et de production de pétrole ou de gaz. Une politique qui vise également les entreprises figurant sur la liste de référence Global Oil & Gaz Exit List de l'ONG Urgewald dont la part de production d'hydrocarbures non conventionnels est supérieure à un certain seuil².

Une décision forte qui complète le désengagement total du charbon entamé dès 2020, l'arrêt du financement de nouveaux projets d'exploration, de production, d'infrastructures³ (oléoduc, gazoduc et unités de stockage) ou de transformation (raffineries de pétrole, terminaux de liquéfaction de gaz) dans les domaines du pétrole et du gaz en 2021. Une politique qui est complétée par le renforcement de son engagement biodiversité.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale a obtenu la certification ISO 50001 d'AFNOR Certification qui récompense son plan de sobriété énergétique dans ses sièges régionaux, ses 4 300 points de vente, ses datacenters et sa flotte automobile.

¹ Une intervention désigne toute nouvelle opération ou renouvellement d'opération sur une entreprise figurant dans le bilan consolidé du groupe, ou toute participation à une opération de marché tendant à financer cette entreprise.

² Cf. communiqué de presse du 13 avril 2023.

³ Hors politique sectorielle maritime.

3. Le Dividende sociétal en action

Face aux fractures sociales et écologiques grandissantes, **Crédit Mutuel Alliance Fédérale accélère la mobilisation de son Dividende sociétal pour réduire les inégalités sociales et accélérer la transition climatique de ses clients et sociétaires.**

Le Fonds Révolution Environnementale et Solidaire pour accompagner les entreprises engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique

Pour soutenir les entrepreneurs qui élaborent des innovations de rupture pour décarboner notre économie, **Crédit Mutuel Alliance Fédérale a lancé le Fonds Révolution Environnementale et Solidaire.** Sans objectif de rendement financier cible, il intervient dans des domaines clés à forte plus-value environnementale et sociale : mobilité, logement, agriculture, consommation, industrie et biodiversité.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale a déjà engagé 415 millions d'euros dans de nombreuses start-up. À l'horizon 2027, ce fonds sera doté de plus d'un milliard d'euros. Une nouvelle étape du mutualisme de la preuve pour accélérer la transition climatique vers un monde plus durable.

Des offres innovantes pour l'environnement, la jeunesse et la solidarité

Pour répondre aux besoins de rénovation énergétique des bâtiments des particuliers, **Crédit Mutuel Alliance Fédérale crée l'avance des aides de l'État en lançant le Prêt Avance Rénovation.** Un prêt à 0 %, sans intérêt ni frais de dossier et remboursable *in fine*, pour permettre aux ménages de financer leurs travaux.

Deuxième banque de l'Agriculture, Crédit Mutuel Alliance Fédérale facilite la transmission des exploitations agricoles en lançant **le Prêt Installation Agri au taux bonifié de 2 %.** Il s'adresse aux nouveaux agriculteurs et viticulteurs qui s'engagent dans une exploitation agricole durable.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale se mobilise pour accompagner les jeunes. **Il a lancé le Prêt Étudiant Solidaire, un prêt à taux 0 %, sans aucun intérêt ni frais de dossier, pour leur permettre de financer leurs études.** Parallèlement, sa filiale de presse EBRA – premier groupe de presse quotidienne régionale en France – **offre aux moins de 26 ans un abonnement numérique à l'un de ses neuf titres pour lutter contre la désinformation.**

Dans une démarche solidaire **le groupe a renoncé à percevoir des frais bancaires de succession pour les avoirs inférieurs à 10 000 euros (soit plus de la moitié des successions).**

Précurseur en matière d'innovation sociale, Crédit Mutuel Alliance Fédérale propose aux victimes de violences conjugales un compte bancaire personnel et gratuit, domicilié au sein d'une association membre de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF), opérateur de la ligne d'écoute d'aide aux victimes de violences conjugales, le 3919.

Accélérer les actions de mécénat pour un meilleur partage de la valeur

Premier partenaire bancaire du monde associatif, Crédit Mutuel Alliance Fédérale encourage également ses clients à soutenir le monde associatif.

Le groupe mutualiste a **l'objectif de distribuer 5 millions d'euros de dons pour les associations** avec le Livret d'Épargne pour les Autres, dont le taux est fixé à 3,5 % brut jusqu'à la fin de l'année. Un livret qui allie épargne et solidarité puisque les intérêts sont partagés avec des associations au choix de l'épargnant.

Cet engagement vient s'ajouter à l'ensemble des actions de mécénat du groupe mutualiste. **Avec un budget de 56 millions d'euros en 2024, la Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale est devenue la plus grande fondation d'entreprise de France.** Son action complète le mécénat local réalisé au niveau des caisses locales et fédérations de Crédit Mutuel, banques régionales du CIC, ainsi que des filiales et métiers spécialisés.

Pour réduire les inégalités professionnelles induites par le handicap, **la Fondation a versé 4 millions d'euros aux 66 associations lauréates de son appel à projets handicap.**

Crédit Mutuel Alliance Fédérale soutient également la fondation CRÉSUS dans son action de prévention du surendettement. Une aide qui complète un partenariat pour renforcer l'accompagnement des clients en situation de fragilité financière.

Fonds Révolution Environnementale et Solidaire : 415 M€ d'euros engagés pour la décarbonation de l'économie



Alpinov X
pour faire décoller la production de froid industriel sans gaz fluoré.



TOWT
pour accélérer la décarbonation du transport maritime.



ENERGO
pour le déploiement industriel et commercial de ses réacteurs catalytiques à plasma froid.



SUBLIME Energie
pour déployer la liquéfaction de biogaz à la ferme.

SOMMAIRE

1	RÉSULTATS CONSOLIDÉS	6
1.1.	Résultats financiers	6
1.2.	Structure financière	8
1.3.	Notations	9
1.4.	Chiffres clés	10
1.5.	Organisation des métiers	11
2	BANQUE DE DÉTAIL ET CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN FRANCE ET EN EUROPE	12
2.1.	Le réseau bancaire	12
2.1.1.	Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel, Beobank et BECM	12
2.1.2.	Réseau de bancassurance du CIC	14
2.2.	Le crédit à la consommation	15
2.2.1.	Cofidis Group	15
2.2.2.	TARGOBANK Allemagne	15
2.3.	Les filiales métiers	16
3	ASSURANCE	17
4	MÉTIERS SPÉCIALISÉS	18
4.1.	Gestion d'actifs et banque privée	18
4.2.	Banque de financement	21
4.3.	Activités de marché	22
4.4.	Capital-investissement	23
5	AUTRES MÉTIERS : INFORMATIQUE, LOGISTIQUE, PRESSE ET AUTRES	24
6	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	25
6.1.	Liquidité et refinancement	25
6.2.	Encours de crédits et de dépôts	27
6.3.	Indicateurs alternatifs de performance	28
6.4.	Indicateurs alternatifs de performance (IAP), réconciliation avec les comptes	29
7	ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DE CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE	30
8	ÉTATS FINANCIERS DE CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE	31

Contacts presse :

Aziz Ridouan – 06 01 10 31 69 – aziz.ridouan@creditmutuel.fr

Relations presse – 03 88 14 84 00 – com-alliancefederale@creditmutuel.fr

Contact investisseurs :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel – bfcf-web@creditmutuel.fr

1 Résultats consolidés

1.1. Résultats financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Produit net bancaire	8 257	7 984	+3,4 %
Frais de fonctionnement	-4 712	-4 649	+1,3 %
<i>dont contributions au fonds de résolution unique, aux frais de supervision et aux cotisations au FGD¹</i>	-57	-281	-79,7 %
Résultat brut d'exploitation	3 545	3 335	+6,3 %
Coût du risque	-957	-679	+41,1 %
<i>coût du risque avéré</i>	-911	-653	+39,5 %
<i>coût du risque non avéré</i>	-47	-26	+81,4 %
Résultat d'exploitation	2 587	2 656	-2,6 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ²	54	18	x2,9
Résultat avant impôt	2 641	2 674	-1,2 %
Impôt sur les bénéfices	-609	-711	-14,4 %
Résultat net	2 032	1 962	+3,5 %
Intérêts minoritaires	93	87	+ 6,6 %
Résultat net part du groupe	1 939	1 875	+3,4 %

¹ FGD = Fonds de garantie des dépôts.

² MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Produit net bancaire

Au premier semestre 2024, le produit net bancaire de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'élève à 8,3 milliards d'euros en hausse de +3,4 % par rapport au premier semestre 2023, malgré un contexte de forte pression sur la marge d'intérêt, dans le prolongement de 2023. Cette hausse des revenus s'appuie sur une bonne résistance des métiers : stabilité de la banque de détail, performance élevée de l'assurance et croissance des revenus des métiers spécialisés.

Produit net bancaire (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Banque de détail	6 094	6 062	+0,5 %
<i>dont réseau bancaire</i>	4 096	4 194	-2,3 %
<i>dont crédit à la consommation</i>	1 633	1 532	+6,6 %
Assurance¹	701	641	+9,3 %
Métiers spécialisés	1 491	1 455	+2,4 %
Gestion d'actifs et banque privée	635	646	-1,8 %
Banque de financement	335	296	+13,1 %
Activités de marché	299	293	+1,9 %
Capital-investissement	223	220	+1,3 %
Autres métiers²	-29	-174	-83,4 %
TOTAL PNB Crédit Mutuel Alliance Fédérale	8 257	7 984	+3,4 %

¹ et ² Reclassement des frais généraux rattachables aux contrats d'assurance en charges afférentes aux contrats d'assurance classées en PNB.

La **banque de détail** stabilise ses revenus au premier semestre 2024 à plus de 6 milliards d'euros notamment grâce à la performance des filiales de crédit à la consommation (+6,6 %), tandis que les réseaux bancaires (-2,3 %) restent pénalisés par le tassement des marges.

Le produit net **assurance** affiche une hausse de +9,3 % porté par la progression du résultat des assurances de personnes et de l'assurance-vie ainsi que par l'augmentation du résultat financier.

Le produit net bancaire de la **gestion d'actifs et banque privée** recule de -1,8 %. Les revenus de la gestion d'actifs augmentent de +6,2 % sous l'effet du développement des encours sous gestion tandis que la banque privée voit son produit net bancaire reculer de -7,5 % en raison de la baisse de la marge d'intérêt.

La **banque de financement** affiche des revenus en nette hausse de +13,1 % sur un an, tirés principalement par l'augmentation de la marge d'intérêt. Malgré les incertitudes géopolitiques, le volume d'activité est de plus demeuré soutenu matérialisant la bonne dynamique commerciale à destination des grandes entreprises et des financements structurés.

Les **activités de marché** présentent une performance globalement solide avec un produit net bancaire en hausse de +1,9 % du fait d'un contexte de marché moins porteur qu'en 2023.

Les revenus du **capital-investissement** demeurent solides à 223 millions d'euros en hausse de +1,3 % grâce aux plus-values générées par le portefeuille et malgré un contexte économique marqué par l'incertitude.

La hausse du produit net bancaire des **autres métiers** reflète les meilleures performances par rapport au premier semestre 2023 de la presse, des activités informatiques et des revenus de la holding.

Frais de fonctionnement et résultat brut d'exploitation

Les frais de fonctionnement s'établissent à 4,7 milliards d'euros au premier semestre 2024 en hausse de +1,3 %. Hors contribution au Fonds de résolution unique (FRU) qui avait pesé sur les frais de fonctionnement pour 217 millions d'euros au premier semestre 2023, la hausse est de +6,2 %.

La hausse des frais de fonctionnement est constituée pour l'essentiel de la progression des frais de personnel dans un contexte de hausse de la masse salariale volontaire, de la poursuite des investissements informatiques et de l'appel à cofinancement à la Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale pour 100 % de son budget (56 millions d'euros) dans le cadre du Dividende sociétal, qui s'ajoutent aux effets de l'inflation.

À 57,1 %, le coefficient d'exploitation s'améliore de 1,2 point de pourcentage (pp) ; hors FRU, l'effet de ciseaux est négatif de 1,5 pp.

Le résultat brut d'exploitation ressort en hausse de +6,3 % à 3,5 milliards d'euros, hors charges FRU il serait stable.

Coût du risque et résultat d'exploitation

Le coût du risque de crédit s'élève à -957 millions d'euros dont une dotation de -911 millions d'euros de coût du risque avéré (statut 3) et une dotation de -47 millions d'euros sur les encours sains (statuts 1 et 2), soit une hausse de +41,1 % par rapport au premier semestre 2023.

Le coût du risque avéré (-911 millions d'euros +39,5 %) est en baisse pour l'activité banque de financement mais en forte hausse sur les réseaux – intégrant une remontée des défaillances d'entreprises et le passage en défaut de plusieurs dossiers de place en France – et dans une augmentation plus mesurée pour les filiales de crédit à la consommation (+22,6 %). Il reflète l'environnement économique incertain dans certains secteurs, et sa hausse s'inscrit dans la tendance déjà observée en 2023.

Le coût du risque non avéré est quasiment multiplié par deux au premier semestre : -47 millions d'euros en 2024 contre -26 millions d'euros en 2023, en partie lié aux dégradations de notes et à la hausse des encours en statut 2.

Le taux de créances douteuses est de 3,1 %, en progression depuis fin 2023 et atteint son niveau de fin 2019.

Le coût du risque représente 35 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Encours (en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023	31/12/2023
Crédits bruts	533 128	519 956	523 054
Créances douteuses brutes	16 307	13 938	15 133
Provisions pour dépréciations des créances	10 614	9 866	10 103
<i>dont provisions pour dépréciations des créances douteuses (statut 3)</i>	<i>7 478</i>	<i>6 546</i>	<i>7 013</i>
<i>dont provisions pour dépréciations des créances saines (statuts 1 et 2)</i>	<i>3 137</i>	<i>3 320</i>	<i>3 090</i>
Part des douteux dans les crédits bruts	3,1 %	2,7 %	2,8 %

Le résultat d'exploitation s'élève à 2,6 milliards d'euros, en baisse de -2,6 % par rapport au premier semestre 2023.

Autres éléments

Le poste « Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE » s'établit à 54 millions d'euros, il intègre les quotes-parts dans le résultat net des entreprises mises en équivalence et un complément de prix lié à la performance de Euro-Information Telecom (cédée en 2021).

Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt, à 2,6 milliards d'euros, est quasiment stable (-1,2 %) par rapport au premier semestre 2023. L'impôt sur les résultats est affecté favorablement par des effets non récurrents, il diminue de -14,4 %.

Résultat net

Porté par les performances opérationnelles des métiers, le résultat net du premier semestre 2024 atteint 2 milliards d'euros et progresse de +3,5 % sur un an.

1.2. Structure financière

Liquidité et refinancement¹

La gestion de la trésorerie de Crédit Mutuel Alliance Fédérale repose sur des règles prudentes et un dispositif efficace d'accès aux ressources de marché.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale dispose de nombreux programmes d'émission permettant l'accès aux investisseurs des principales zones au niveau international à des émissions publiques et privées. Le dispositif est complété par la détention d'une réserve de liquidité confortable adaptée au respect des ratios réglementaires ainsi qu'à la résistance du groupe à des stress sévères.

Sur la première partie de l'année, les investisseurs ont été sensibles aux rendements obligataires élevés proposés par les émetteurs couplés à une perspective de baisse des taux, avec une préférence pour les maturités longues.

Depuis le 7 juin 2024 avec la dissolution de l'Assemblée nationale, les incertitudes politiques et leurs effets sur les marchés contraignent les émetteurs français à saisir chaque fenêtre pour sécuriser leur refinancement.

Pour Crédit Mutuel Alliance Fédérale, la liquidité demeure confortable. Au total, l'encours des ressources externes levées sur les marchés ressort à 161,7 milliards d'euros à fin juin 2024, soit une progression de +4,2 % par rapport à décembre 2023.

Au 30 juin 2024, le ratio LCR moyen est de 178 % (versus 163 % en 2023).

Le total des réserves de liquidité (166,2 milliards d'euros) permet de couvrir très largement les tombées de ressources de marchés à 12 mois.

Solvabilité et gestion du capital

Les capitaux propres de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'élèvent à 64,1 milliards d'euros au 30 juin 2024 contre 60,5 milliards à fin du premier semestre 2023.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale affiche une solvabilité très solide, avec un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) au 30 juin 2024 de 18,5%².

¹ Pour plus de détails, se reporter aux informations complémentaires au point 6.1 du présent communiqué.

² Estimé au 30 juin 2024, l'intégration du résultat dans les fonds propres est soumise à l'approbation de la BCE.

1.3. Notations

La solidité financière et la pertinence du modèle d'affaires sont reconnues par les trois agences de notation qui notent Crédit Mutuel Alliance Fédérale et le groupe Crédit Mutuel :

	Contrepartie LT/CT **	Émetteur/Dette senior préférée LT	Perspective	Dette senior préférée CT	Notation intrinsèque***	Date de la dernière publication
Standard & Poor's ¹	AA-/A-1+	A+	Stable	A-1	a	22/11/2023
Moody's ²	Aa2/P-1	Aa3	Stable	P-1	a3	25/07/2024
Fitch Ratings ³	AA-	AA-	Stable	F1+	a+	19/01/2024

* La note *Issuer Default Rating* est stable à A+.

** Les notes de contrepartie correspondent aux notations des agences suivantes : *Resolution Counterparty Rating* chez Standard & Poor's, *Counterparty Risk Rating* chez Moody's et *Derivative Counterparty Rating* chez Fitch Ratings.

*** La notation intrinsèque correspond à la note *Stand Alone Credit Profile (SACP)* chez Standard & Poor's, à la note *Adjusted Baseline Credit Assessment (Adj. BCA)* chez Moody's et à la note *Viability Rating* chez Fitch Ratings.

¹ Standard & Poor's : notation du Groupe Crédit Mutuel.

² Moody's : notation de Crédit Mutuel Alliance Fédérale/BFCM et CIC.

³ Fitch Ratings : notation de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Les notations externes et perspectives stables attribuées à Crédit Mutuel Alliance Fédérale et au groupe Crédit Mutuel ont été confirmées par les trois principales agences de notation financière fin 2023 et début 2024, reflétant la récurrence de leurs résultats ainsi que la solidité de leurs fondamentaux financiers.

1.4. Chiffres clés

Crédit Mutuel Alliance Fédérale¹

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Structure financière et activité		
Total du bilan	921 939	901 853
Capitaux propres (y compris résultat de l'exercice et avant distribution)	64 085	60 473
Crédits à la clientèle	522 513	510 090
Épargne totale	947 920	860 348
- dont dépôts de la clientèle	477 410	460 487
- dont épargne assurance	108 685	104 727
- dont épargne financière bancaire (gérée et conservée)	361 826	295 134

	30/06/2024	30/06/2023
Chiffres clés		
Effectifs inscrits fin de période (des entités sous contrôle du groupe)	77 127	77 639
Nombre de points de vente	4 308	4 465
Nombre de clients (en millions)	31,8	30,8
Nombre de sociétaires (en millions)	6,4	6,2
Ratios clés		
Coefficient d'exploitation	57,1 %	58,2 %
Coût du risque clientèle rapporté aux encours de crédits - annualisé	35 pb	24 pb
Crédits / dépôts	109,4 %	110,8 %
Ratio global de solvabilité ²	20,9 %	20,9 %
Ratio CET1 ²	18,5 %	18,5 %

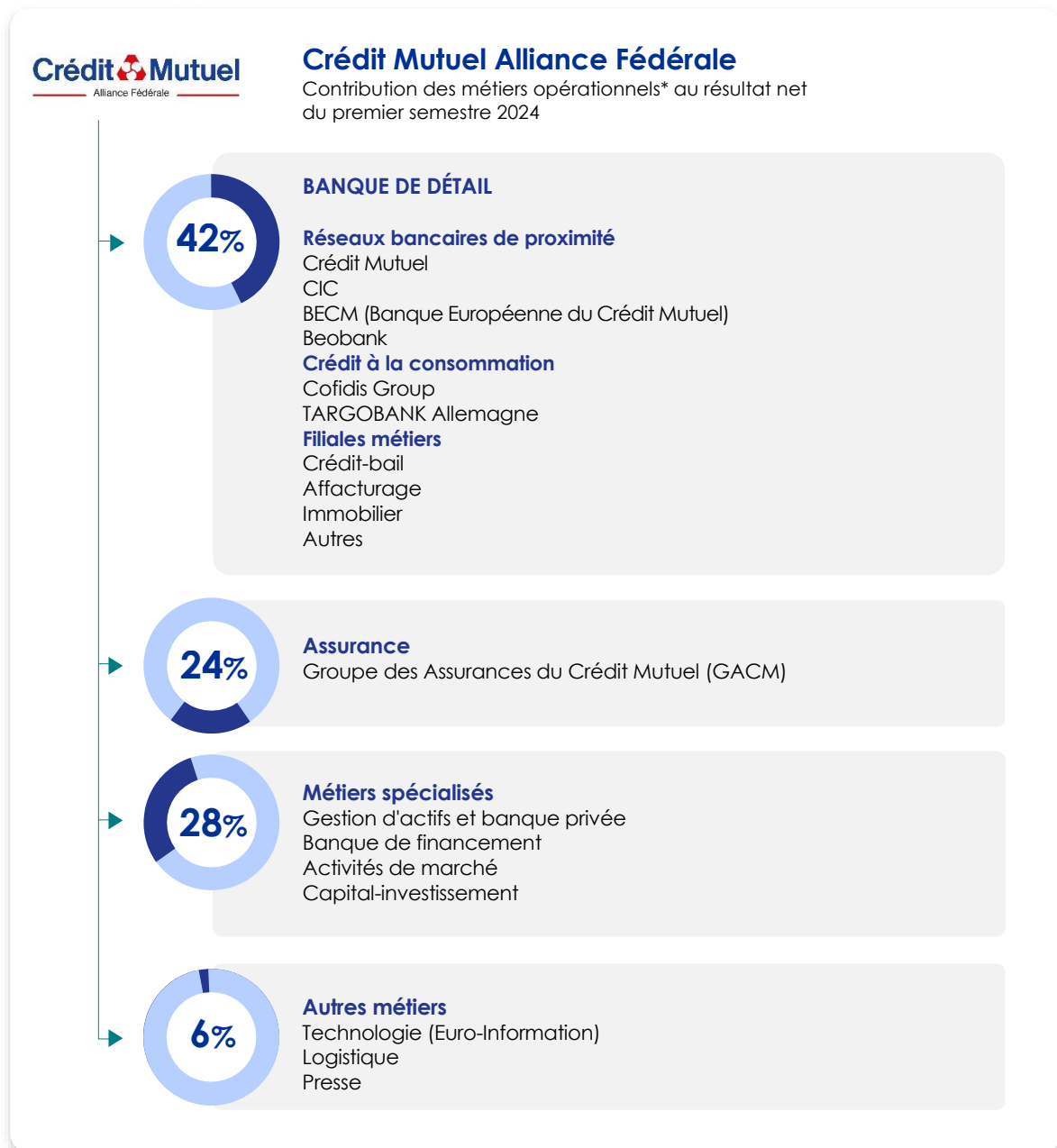
(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Résultats		
Produit net bancaire	8 257	7 984
Frais de fonctionnement	-4 712	-4 649
Résultat brut d'exploitation	3 545	3 335
Coût du risque	-957	-679
Résultat d'exploitation	2 587	2 656
Gains/pertes nets sur autres actifs et MEE	54	18
Résultat avant impôt	2 641	2 674
Impôts sur les bénéfices	-609	-711
Résultat net	2 032	1 962
Intérêts minoritaires	93	87
Résultat net part du groupe	1 939	1 875

¹ Chiffres consolidés des caisses Crédit Mutuel Centre Est Europe, Sud-Est, Île-de-France, Savoie-Mont Blanc, Midi-Atlantique, Loire-Atlantique et Centre Ouest, Centre, Normandie, Dauphiné-Vivarais, Méditerranéen, Anjou, Antilles-Guyane, Massif Central et Nord Europe, de leur caisse fédérale commune, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) et l'ensemble de ses filiales, notamment le CIC, Euro-Information, les Assurances du Crédit Mutuel (ACM), TARGOBANK, Cofidis Group, la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM).

² Estimé au 30 juin 2024, l'intégration du résultat dans les fonds propres est soumise à l'approbation de la BCE.

1.5. Organisation des métiers

Crédit Mutuel Alliance Fédérale propose une large gamme de services à ses clients particuliers, professionnels de proximité et entreprises de toutes tailles. Son offre regroupe la bancassurance, cœur de métier du groupe, qui rassemble les activités de banque de détail et d'assurance. Crédit Mutuel Alliance Fédérale exerce également son expertise dans d'autres secteurs comme la gestion d'actifs et banque privée, la banque de financement, les activités de marché ou encore le capital-investissement. Enfin, d'autres filiales spécialisées (technologique, presse) viennent au service de la clientèle.



* Hors métier « Holding ».

2 Banque de détail et crédit à la consommation en France et en Europe

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Produit net bancaire	6 094	6 062	+0,5 %
Frais de fonctionnement	-3 993	-3 962	+0,8 %
Résultat brut d'exploitation	2 101	2 100	+0,0 %
Coût du risque	-900	-614	+46,5 %
coût du risque avéré	-858	-548	+56,4 %
coût du risque non avéré	-42	-66	-36,2 %
Résultat d'exploitation	1 201	1 486	-19,2 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ¹	5	2	x2,6
Résultat avant impôt	1 206	1 488	-19,0 %
Impôt sur les bénéfices	-349	-456	-23,4 %
Résultat net	857	1 032	-17,0 %

¹ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Le secteur de la banque de détail regroupe trois métiers :

- le réseau bancaire constitué des caisses locales de Crédit Mutuel des 14 fédérations, du réseau CIC, de la Banque Européenne du Crédit Mutuel et de Beobank ;
- le crédit à la consommation composé de Cofidis Group et de TARGOBANK Allemagne ;
- les filiales métiers regroupant les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par les réseaux : le crédit-bail mobilier et la location avec option d'achat, le crédit-bail immobilier, l'affacturage, la vente et la gestion immobilière.

2.1. Le réseau bancaire

2.1.1. Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel, Beobank et BECM

2.1.1.1. Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel et de Beobank

Le réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel et Beobank - cœur de l'activité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale - représente plus de 25 % du produit net bancaire global à la fin du premier semestre 2024. Son produit net bancaire progresse de +3,5 %, s'élevant à 2,1 milliards d'euros, porté par une hausse de la marge d'intérêt (+4,9 %) et la stabilité des commissions.

Les frais de fonctionnement augmentent de +3,8 % à 1,6 milliard d'euros.

Le coût du risque global progresse à -163 millions d'euros (soit une dotation complémentaire de 84 millions d'euros), principalement expliquée par la forte hausse du coût du risque avéré passant de -75 millions d'euros à -131 millions d'euros à fin juin 2024.

Le résultat avant impôt diminue de -17,5 % (-69 millions d'euros), atteignant 325 millions d'euros.

Ainsi, le résultat net contributif s'inscrit en baisse de -13,5 %, s'élevant à 236 millions d'euros à fin juin 2024 contre 273 millions d'euros un an plus tôt.

• ACTIVITÉ DU PÉRIMÈTRE DES CAISSES DE CRÉDIT MUTUEL

À fin juin 2024, le nombre de clients du réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel atteint 8,8 millions, en hausse de +1,2 % sur un an (+109 000 en variation nette). Les particuliers, représentant 86 % du total de la clientèle, progressent de +0,9 %. Sur le marché des entreprises et des professionnels, la croissance est plus forte avec respectivement +5,3 % (+3 200 clients) et +3,8 % (+ 26 000 clients).

Les encours de dépôts s'élèvent à 186,4 milliards d'euros à fin juin 2024, en hausse de +4,3 % sur un an.

Tirée par la rémunération attractive des comptes à terme et des livrets réglementés, le total des encours comptes à termes et livrets atteint 103,6 milliards d'euros (+17,3 %) à la fin du premier semestre 2024. De manière générale, la collecte continue de profiter du contexte de taux haussiers et de la recherche par les clients de produits liquides et sécurisés dans un contexte de marchés financiers instables.

Cependant, la tendance observée depuis 2023 de décollecte des comptes courants créditeurs au profit de l'épargne rémunérée s'amoindrit à fin juin 2024.

Les crédits progressent légèrement à 188,5 milliards d'euros au 30 juin 2024. Cette évolution sur un an est portée par les crédits à l'habitat dont les encours augmentent de +1,4 %. À noter que la production de crédits est en recul depuis le 1^{er} janvier impactée par la hausse brutale des taux sur le second semestre 2023.

L'évolution de la stratégie multiservice se concrétise par des niveaux important d'équipements des clients :

- le stock de contrats d'assurance de biens et de personnes (hors assurance-vie et assurance emprunteur) s'élève à 13,4 millions en hausse +2,8 % sur un an ;
- les contrats de téléphonie mobile s'élèvent à près de 850 000 en léger recul sur un an (-0,5 %) ;
- le nombre d'abonnements de télésurveillance du domicile progresse de +5,1 %, à plus de 233 000 contrats.

Le réseau des caisses de Crédit Mutuel affiche une hausse du produit net bancaire (+3,8 %) à plus de 1,9 milliard d'euros, tirée par une amélioration de la marge d'intérêt (+6,2 %) couplée à la légère évolution des commissions (+0,4 %).

Les frais de fonctionnement restent maîtrisés à près de 1,5 milliard d'euros (+3,4 %).

Le coefficient d'exploitation s'améliore de 0,3 point de pourcentage à 76,7 % et le résultat brut d'exploitation augmente de plus de 5 % à 451 millions d'euros.

Le coût du risque global se dégrade à -159 millions d'euros contre -75 millions d'euros à la fin du premier semestre 2023. Cette hausse est portée par le coût du risque avéré qui progresse de +77 % sur un an traduisant la poursuite des dégradations des contreparties douteuses. Le coût du risque non avéré a fait l'objet d'une dotation complémentaire de 27 millions d'euros au premier semestre 2024.

Le résultat net s'élève à 217 millions d'euros à la fin du mois de juin 2024, en réduction de -11,7 % sur un an.

• ACTIVITÉ DE BEOBANK

Au premier semestre, Beobank a poursuivi sa stratégie de croissance sur toutes ses lignes de produits, malgré le contexte de taux élevés. Ainsi les encours bruts de crédits s'établissent à 9,0 milliards d'euros au 30 juin 2024, en hausse de +3,5 % par rapport au 31 décembre 2023, tiré principalement par les crédits hypothécaires (+4,6 %). La qualité du portefeuille de crédit et d'investissement se maintient. Le portefeuille d'assurances de biens a progressé de près de +9 %. Parallèlement, l'encours des dépôts s'élève à 8,0 milliards d'euros (+6,8 %) au 30 juin 2024.

Le produit net bancaire est stable d'un exercice à l'autre. La marge d'intérêt est en recul, impactée par la hausse du coût des dépôts clientèle. Les commissions sont par contre en progression, notamment au niveau de l'épargne financière et des comptes à vue.

Les charges d'exploitation sont en hausse, notamment en raison de l'inflation et de la saisonnalité de certaines charges. Le coût du risque global se maintient à un niveau très faible (4,1 M€).

Le résultat de Beobank s'élève à 19,3 millions d'euros, en baisse de près de -30 % par rapport à la même période de l'an dernier, mais reste supérieur au plan. De même, le coefficient d'exploitation est en hausse par rapport à 2023 (80,3 % au 30 juin 2024) restant inférieur au plan.

2.1.1.2. Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)

La BECM est la filiale de Crédit Mutuel Alliance Fédérale au service de l'économie des régions, sur le marché des entreprises et des professionnels de l'immobilier. S'appuyant sur l'expertise de ses collaborateurs et l'ensemble des services des centres de métiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, la BECM accompagne près de 21 000 clients. Constitué de 45 points de vente, le réseau commercial est organisé par marché avec 31 agences pour le marché des entreprises et 14 agences pour celui des professionnels de l'immobilier.

La production de crédits d'investissement, du premier semestre 2024, représente 733,8 millions d'euros pour les entreprises et 540,3 millions d'euros pour les foncières et investisseurs immobiliers. Les accords de crédits court terme aux professionnels de l'immobilier atteignent 622,8 millions d'euros.

Les crédits à la clientèle progressent sur 12 mois mais diminuent de -1,6 % par rapport à fin 2023, à 18,4 milliards d'euros. Les ressources comptables augmentent de +5,8 %, à 13,6 milliards d'euros par rapport à décembre 2023.

Le produit net bancaire est en diminution de -24,7 %, à 124,9 millions d'euros, et le résultat net est de 26,3 millions d'euros, en baisse de près de -64 % par rapport à juin 2023.

2.1.2. Réseau de bancassurance du CIC

À fin juin 2024, le nombre de clients du réseau bancaire atteint 5,7 millions à fin juin 2024, en hausse de +1,5 % sur un an, soit plus de 85 000 clients supplémentaires. Sur le marché des professionnels et des entreprises (près de 1,2 million de clients), la croissance est respectivement de +1,6 % et +4,3 % ; sur celui des particuliers (79 % du total des clients), elle est de +1,4 %.

Les encours de dépôts progressent de +2,1 %, à 173,6 milliards d'euros, à la fin du premier semestre 2024.

Dans la continuité des tendances observées sur 2023, l'activité reste très importante sur les comptes à terme dont l'encours a atteint 46,5 milliards d'euros (+42,8 %). La collecte sur les livrets recule sur un an avec un stock de près de 40 milliards d'euros à fin juin 2024.

Les encours de crédits et financements externes atteignent 196,7 milliards d'euros, en progression de +2,2 % sur un an.

Sur le premier semestre 2024, les évolutions des encours de crédits divergent selon les catégories de prêts :

- +2,9 % pour les encours de crédits habitat, à 103,3 milliards d'euros ; sur le premier semestre 2024, le montant des déblocages cumulés est en baisse à 5 milliards d'euros, suite au ralentissement constaté depuis le début second semestre 2023 ;
- +4,5 % pour les encours de crédits d'investissement, à 55,2 milliards d'euros ;
- +3,6 % pour les encours de crédits à la consommation, à 6,6 milliards d'euros ;

Depuis le second semestre, accompagnée d'une forte hausse des taux, la production de crédits ralentit.

La stratégie multiservice se traduit par une progression des niveaux d'équipement des clients :

- le stock de contrats d'assurance de biens et de personnes (hors assurance-vie et assurance emprunteur) s'est accru de +3,9 % sur un an et atteint 6,7 millions ;
- les contrats de téléphonie mobile sont en léger recul sur un an au nombre de 552 000 ;
- le nombre d'abonnements de télésurveillance du domicile poursuit sa hausse à plus de 125 600 contrats (+3,9 %).

Le réseau bancaire du CIC enregistre une baisse de son produit net bancaire (-4,9 %) à plus de 1,8 milliard d'euros, impacté par un tassement de la marge nette d'intérêt (-13,4 %). Les commissions progressent de +2,2 % pour s'élever à 1 milliard d'euros à la fin juin 2024.

Les frais de fonctionnement reculent de -1,6 %, à 1,2 milliard d'euros ;

Le coefficient d'exploitation se dégrade de 2,3 points à 67,7 % et le résultat brut d'exploitation baisse de -11,3 % à 595 millions d'euros.

Le coût du risque se détériore à -212 millions d'euros contre -100 millions d'euros à la fin du premier semestre 2023. Cette hausse est portée par le coût du risque avéré qui est multiplié par 2, intégrant le passage en défaut de plusieurs dossiers de place en France

À fin juin 2024, le résultat avant impôt, à 383 millions d'euros, est en recul de -32,9 %.

Ainsi, à la fin du premier semestre 2024, le résultat net s'élève à 281 millions d'euros, en baisse de -30,7 % comparé à fin juin 2023.

2.2. Le crédit à la consommation

2.2.1. Cofidis Group

Cofidis Group déploie son activité à travers trois marques commerciales : Cofidis, Créatis et Monabanq. Présent dans neuf pays européens (France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, République tchèque, Hongrie, Slovaquie et Pologne), il emploie plus de 5 800 collaborateurs.

En termes d'activité, Cofidis Group réalise un très bon premier semestre 2024 avec une production de 5,1 milliards d'euros, en hausse de 270 millions d'euros (+6 %) par rapport au niveau d'activité du premier semestre 2023. Ce bon niveau d'activité s'observe sur le canal partenariat (financements distribués par des tiers partenaires de Cofidis) qui progresse de 8 % et sur le canal direct (financements distribués en direct par Cofidis) qui progresse de 5 %. L'activité e-commerce progresse de 2 % par rapport à juin 2023. L'encours de crédits augmente de 7 % par rapport à juin 2023 et s'établit à 20,2 milliards d'euros.

La stratégie d'accélération du développement de l'activité banque à distance de Monabanq porte ses fruits avec une progression de 27 % des dépôts et épargne, pour atteindre 1,2 milliard d'euros.

L'élément marquant de cet exercice est le retour à la croissance de la marge d'intérêts après deux années consécutives de baisse. La hausse de l'encours et de la tarification conduit la marge d'intérêts à croître de plus de 6 millions d'euros par rapport à juin 2023. En complément, le développement des commissions (+15 millions d'euros) permet au PNB de progresser de +25 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023.

Les frais généraux augmentent de 25 millions d'euros, impactés par une opération de croissance externe, par la hausse des investissements marketing (le premier semestre 2023 était encore marqué par un ralentissement volontaire de la politique commerciale au regard des taux de marché élevés) ainsi que par les hausses mécaniques liées au développement de l'activité. L'augmentation des frais est de plus de 6 %.

Le coût du risque reste sur un niveau maîtrisé, s'établissant à 2,2 % en taux sur encours. Le recouvrement est plus difficile sur ces derniers mois mais les dernières générations de production sont bien orientées.

Le résultat net est en hausse de 54 % par rapport à juin 2023, s'établissant à 35,5 millions d'euros.

2.2.2. TARGOBANK Allemagne

Implantée dans plus de 250 villes allemandes, TARGOBANK répond aux besoins de 3,8 millions de clients particuliers et entreprises en proposant des solutions en banque du quotidien, crédit à la consommation, placements, assurances, affacturation et crédit-bail. Depuis 2022, l'offre comprend également des financements d'entreprises, des financements spéciaux, des financements de biens immobiliers commerciaux ainsi que des services de paiement.

Le produit net bancaire progresse de +9,0 % à fin juin 2024 pour atteindre à 1 043 millions d'euros.

À fin juin 2024, les frais généraux de TARGOBANK s'élèvent à 486 millions d'euros, en hausse de +5,3 % par rapport à l'année précédente.

Le coût du risque, s'élevant à 247 millions d'euros, est en hausse de 72,2 millions d'euros par rapport à celui de l'année précédente. Cette augmentation provient principalement de l'évolution du portefeuille de la banque de détail ainsi que de la détérioration de l'environnement macroéconomique qui induit une hausse des défauts et retards de paiements sur le segment *retail*. Par ailleurs, la constitution de provisions spécifiques pour certains clients Corporate contribue également à l'augmentation du coût du risque au premier semestre.

La production de prêts personnels amortissables s'élève à 3,1 milliards d'euros à fin juin 2024, en légère hausse par rapport au premier semestre 2023.

Sur le segment *retail*, les encours de crédits affichent une croissance de 8,0 % par rapport à fin juin 2023 pour atteindre 22,5 milliards d'euros, tandis que les volumes de dépôts clientèle, en progression de 22 %, atteignent 31,1 milliards d'euros.

La contribution de l'activité *retail* au résultat net est de 183 millions d'euros, soit +0,2 % de plus par rapport à la même période de l'année précédente. L'augmentation du PNB de l'activité *retail* de 76 millions d'euros est principalement liée à la croissance de la marge d'intérêts.

Les activités entreprises (classées dans les secteurs réseau bancaire et filiales métiers) enregistrent une hausse de +29,2 % des crédits d'investissement et des crédits-baux par rapport à juin 2023, tandis que la production d'affacturation a diminué de -8,1 %.

Après avoir porté le capital de sa fondation à 10 millions d'euros fin 2023, TARGOBANK renforce son engagement en

faveur du développement durable et a annoncé la réalisation d'une ou deux séries de financement par année sur des sujets spécifiques. Pour la première série de financement, lancée en juin, il s'agit d'appels à projets portant sur la préservation et la restauration de la biodiversité. Un jury, composé de membres de la fondation, d'employés de TARGOBANK et d'experts externes, sélectionnera les projets qui seront subventionnés par la fondation. En parallèle, la fondation continue à financer les projets de partenariat de long terme, tel que le projet « Fit für die Wirtschaft », qu'elle soutient depuis son lancement en 2003 et qui a pour but de familiariser les jeunes générations avec la matière économique et financière.

Cette année encore et pour la 18^{ème} fois consécutive, TARGOBANK figure parmi les établissements désignés « Meilleur employeur » par l'institut « Top Employers ». Le jury a en particulier récompensé les avantages que la banque propose à son personnel, en particulier en matière d'engagements sociaux et environnementaux. À titre d'exemple, en juin 2024, la banque a proposé à ses employés de subventionner l'acquisition de panneaux photovoltaïques pour leur domicile (budget global de plus de 1,5 million d'euros).

En mai, TARGOBANK a publié pour la première fois un rapport sur le thème de la diversité et des initiatives qu'elle a engagées dans ce domaine. Par exemple, elle a organisé le 25 mai 2024 avec la ville de Duisbourg, le premier « DU_Kulturen_Festival ». Cet événement avait pour but de rassembler des personnes de diverses origines et d'encourager l'échange entre les différentes cultures.

2.3. Les filiales métiers

Au sein de la banque de détail, les métiers d'appui – crédit-bail, affacturage, immobilier – affichent, après reversement au réseau, un produit net bancaire de 365,2 millions d'euros (+8,7 %) et un résultat net de 87,2 millions d'euros à la fin du premier semestre 2024 (contre 62,4 millions d'euros à fin juin 2023).

3 Assurance

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Produit net bancaire	701	641	+9,3 %
Frais de fonctionnement	-87	-58	+49,0 %
Résultat brut d'exploitation	614	583	+5,3 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ¹	-1	-5	-77,8 %
Résultat avant impôt	613	578	+6,1 %
Impôt sur les bénéfices	-130	-135	-3,6 %
Résultat net	483	443	+9,0 %

¹ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM), filiale d'assurance de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, est au cœur du modèle de bancassurance mutualiste et bénéficie de nombreuses synergies dont la force des réseaux de proximité et l'intégration technologique. L'activité d'assurance du groupe permet de protéger les clients sociétaires grâce à des offres reposant sur une large mutualisation des risques et des services utiles, solidaires et différenciants.

À 7,6 milliards d'euros, le chiffre d'affaires du GACM progresse de +4,0 % à périmètre constant¹ par rapport au premier semestre 2023.

Cette hausse de chiffre d'affaires est portée par le meilleur niveau de collecte brute en assurance-vie jamais atteint à fin juin, après un premier semestre 2023 déjà exceptionnel (4,3 milliards d'euros, soit +3,6 % comparé à 2023). Elle est réalisée principalement en France, où elle progresse de +4,4 %. À 29 %, la part des unités de comptes (UC) dans la collecte est stable. Comme en 2023, la collecte nette est positive (1,2 milliard d'euros), tant sur le fonds euros (1,0 milliard d'euros) que sur les supports en UC (0,2 milliard d'euros).

Le chiffre d'affaires des assurances de risques s'élève à 3,3 milliards d'euros, en progression de +4,6 % par rapport au premier semestre 2023 à périmètre constant. Les assurances de biens progressent de +5,8 % et les assurances de personnes de +4,0 %. Ces hausses sont portées par la croissance des portefeuilles, en progression sur toutes les branches d'assurance ainsi que par les revalorisations tarifaires décidées pour faire face à la forte inflation des coûts de réparation en assurances de biens et à la hausse des dépenses de santé.

Ces revalorisations ne produiront toutefois leur plein effet qu'en 2025. Aussi, le ratio combiné des assurances de biens du GACM en normes IFRS 17 se dégrade au premier semestre 2024. Celui-ci s'établit à 101,2 %, contre 96,3 %² un an plus tôt. Il est également affecté par la charge des événements naturels, laquelle s'élève à 129 millions d'euros avant réassurance au premier semestre 2024 en raison des inondations de janvier et de mai, contre 91 millions d'euros à fin juin 2023. Pour contenir la hausse des coûts de sinistres tout en améliorant la qualité des services rendus aux assurés, le GACM travaille à une meilleure maîtrise de sa chaîne d'indemnisation en automobile et habitation. La baisse du résultat en assurances de biens sur le premier semestre 2024 est compensée par la progression du résultat des assurances de personnes et de l'assurance-vie. Le produit net assurance³ s'établit ainsi à 701 millions d'euros, en progression de +9,3 % par rapport au 30 juin 2023.

La hausse du produit net assurance s'explique aussi par l'augmentation du résultat financier du GACM, liée notamment à la hausse des plus-values.

Enfin, le GACM est un contributeur significatif du Dividende sociétal de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, que ce soit via le Fonds Révolution Environnementale et Solidaire et le dispositif de suppression des formalités médicales en assurance des emprunteurs. À fin 2024, la contribution du GACM aux actions de mécénat portées par la Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale, à hauteur de 19 millions d'euros, sera plus du double de celle de 2023.

Le résultat net contributif du GACM au 30 juin 2024 s'établit ainsi à 483 millions d'euros, en hausse de +9,0 % par rapport au résultat contributif au 30 juin 2023 (443 millions d'euros). L'activité d'assurance a également généré 0,8 milliard d'euros de commissions aux réseaux de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Au 30 juin 2024, les capitaux propres IFRS du GACM s'élèvent à 11,1 milliard d'euros, stables par rapport à fin 2023. La hausse liée au résultat net à fin juin 2024 est compensée par les dividendes versés au titre de l'exercice 2023.

¹ Progression à périmètre constant, hors GACM España. Pour rappel, ce dernier a été cédé à Axa le 12 juillet 2023. La hausse par rapport au chiffre d'affaires publié à fin juin 2023 est de 1,4 %.

² Hors GACM España, net de réassurance.

³ En application de la norme IFRS 17, le PNB intègre les frais rattachables aux contrats d'assurance, soit la grande majorité des frais. Seuls les frais non rattachables apparaissent dorénavant dans les frais généraux.

4 Métiers spécialisés

Banque privée et gestion d'actifs, banque de financement, activités de marché et capital-investissement complètent l'offre de bancassurance de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Ces quatre métiers contribuent à hauteur de 15 % au produit net bancaire¹ et de 28 % au résultat net des métiers opérationnels².

4.1. Gestion d'actifs et banque privée

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Produit net bancaire	635	646	-1,8 %
Frais de fonctionnement	-457	-430	+6,3 %
Résultat brut d'exploitation	178	216	-17,8 %
Coût du risque	-21	-2	n.s
Résultat d'exploitation	157	215	-27,1 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ¹	0	2	-97,9 %
Résultat avant impôt	157	217	-27,7 %
Impôt sur les bénéfices	-44	-56	-21,4 %
Résultat net	112	161	-29,9 %

¹ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Le métier gestion d'actifs et banque privée de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'articule autour du :

- groupe La Française qui regroupe depuis le 1^{er} janvier 2024 : Crédit Mutuel Asset Management, La Française Systematic Asset Management, CIC Private Debt, Crédit Mutuel Gestion, La Française Real Estate Managers, New Alpha, CIC Market Solutions, Crédit Mutuel Impact, Cigogne Management, BLI, Dubly Transatlantique Gestion et la plateforme de distribution La Française AM Finance Services ;
- et de la Banque Transatlantique, la Banque de Luxembourg et Banque CIC (Suisse).

Le **PNB** global des deux activités est en recul de -1,8 % à 635 millions d'euros principalement en raison de la forte baisse de la marge d'intérêt (-12,6 %) et ce, malgré une légère hausse des commissions (+3,6 %).

La marge d'intérêt de la banque privée est en baisse de -15,2 % alors que les commissions augmentent de +9,4 %.

Le PNB de la gestion d'actifs progresse de +6,2 % à 284 millions d'euros, le PNB de la banque privée est en baisse de -7,5 % à 351 millions d'euros.

Au global, les **frais généraux** sont en hausse de +6,3 % dont +5,8 % pour la banque privée et +6,8 % pour la gestion d'actifs.

Le montant du **coût du risque** qui s'établit à 21 millions d'euros (x13,3 soit +20 millions d'euros) est principalement concentré sur la banque CIC (Suisse) (+21,9 millions d'euros).

Le **résultat net** atteint 112 millions d'euros en retrait de -29,9 % et se décompose comme suit :

- -44,2 % pour la banque privée à 61 millions d'euros,
- +1,2 % pour la gestion d'actifs à 51 millions d'euros.

• ACTIVITÉ GESTION D'ACTIFS³

Crédit Mutuel Alliance Fédérale est devenu un acteur majeur de la gestion d'actifs en France et en Europe, engagé et responsable, en regroupant le 1^{er} janvier 2024 toutes les structures de gestion pour compte de tiers au sein d'un pôle de gestion d'actifs multi-spécialiste. Le groupe La Française⁴, 6^e pôle de gestion d'actifs français⁵, s'appuie aujourd'hui sur 11 sociétés de gestion⁶ présentes au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Le 1^{er} mai 2024, Crédit Mutuel Asset Management a absorbé La Française Asset Management. À cette même date, La Française AM Finance Services a absorbé Crédit Mutuel Investment Managers et devient ainsi la plateforme de distribution unique du groupe La Française.

¹ Hors opérations réciproques et holding.

² Hors holding

³ Les données de résultat citées dans cette partie correspondent aux résultats sociaux des entités et non leurs résultats contributifs à la consolidation Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

⁴ Depuis le 1^{er} janvier 2024, Le groupe La Française est détenu à 60 % par la BFCM et à 40 % par la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Nord Europe.

⁵ Selon le classement IPE, IPE « Top 500 Asset Managers » publié en juin 2023, sur la base des encours sous gestion à décembre 2022.

⁶ Crédit Mutuel Asset Management, La Française Systematic Asset Management, CIC Private Debt, Crédit Mutuel Gestion, La Française Real Estate Managers, New Alpha, CIC Market Solutions, Crédit Mutuel Impact, Cigogne Management, BLI, Dubly Transatlantique Gestion.

Le groupe La Française propose une offre compétitive et diversifiée au travers d'une exposition à l'ensemble des classes d'actifs cotées (plus de 70 % du portefeuille d'actifs) et aux expertises non cotées (constituées principalement d'actifs immobiliers), commercialisée par La Française AM Finance Service à une clientèle diversifiée française et internationale. En outre, en tant qu'acteur engagé, le groupe propose une gamme Investissement durable sur les piliers cotés et non cotés.

Le total des revenus de la gestion d'actifs s'élève au 30 juin 2024, à 301,5 millions d'euros, avec un résultat courant de 94 millions d'euros. L'ensemble des sociétés de gestion totalise 183,7 milliards d'euros d'encours sous gestion à fin juin 2024.

Les investisseurs continuent à porter un fort intérêt pour le monétaire. La collecte nette au 30 juin 2024 s'élève ainsi à près de 5,2 milliards d'euros sur les fonds monétaires de Crédit Mutuel Asset Management pour un encours sous gestion de 46,4 milliards d'euros.

Les fonds obligataires à échéance, expertise phare de Crédit Mutuel Asset Management, ont bénéficié d'un engouement de la part des investisseurs se traduisant par une collecte de près de 334,8 millions d'euros, pour les fonds présentant une échéance supérieure à 2025.

Plus globalement, les encours de **Crédit Mutuel Asset Management** atteignent (post fusion avec La Française Asset Management) plus de 94 milliards d'euros au 30 juin 2024.

Acteur incontournable de la classe d'actifs immobiliers au sein du Groupe La Française, **La Française REM** a maintenu, dans un contexte chahuté, sa position de leader sur le marché français de l'immobilier collectif (périmètre des SCPI). L'expertise immobilière de La Française REM représente un encours de 29,2 milliards d'euros et enregistre une collecte de 470 millions d'euros à fin juin 2024. Elle s'inscrit dans une démarche durable et soucieuse des enjeux liés à la RSE, distinguée au travers du prix Innovation Verte/RSE des Pierres d'Or 2024.

Dans un environnement volatile, les produits structurés – EMTN construits par le CIC sous la marque **CIC Market Solutions** – ont rencontré un vif succès, avec une collecte de 1,62 milliards d'euros, portant les encours de l'entité à 13,62 milliards d'euros.

L'expertise de dette privée, proposée par **CIC Private Debt**, représente 3,2 milliards d'euros d'encours sous gestion au 30 juin 2024. Le premier semestre 2024 est caractérisé par la levée de fonds réussie de CIC Mezzanine et Unitranche n°6 et le lancement des nouvelles offres : le fonds CIC European Large Cap Debt Fund 3 et le 1^{er} CLO (*Collateralized Loan Obligation*) Victory Street. CIC Private Debt a été classé à la seconde place des fonds de dettes privées sur les prêts directs en France sur l'année 2023 par *DebtWire*.

La gestion alternative, portée par **Cigogne Asset Management** continue à se démocratiser au travers du nouveau fonds Cigogne UCITS Crédit Opportunities qui affiche une performance annuelle de +8.59 % au 30 juin 2024 par rapport au 30 juin 2023, est classée article 8 SFDR et a dépassé les 100 millions d'euros d'encours, un an après son lancement. Au total, les encours sous gestion de Cigogne Asset Management dépasse les 1,6 milliard d'euros au 30 juin 2024.

NewAlpha Asset Management, plateforme d'architecture ouverte spécialisée dans la sélection de gérants sur toutes les classes d'actifs, poursuit son développement. À l'international, NewAlpha a déployé pour le fonds de pension public californien LACERA un mandat Actions Monde. En France, elle a débuté la levée du troisième millésime de son fonds Fintech orientée vers la durabilité en France. NewAlpha totalise un encours de 3 milliards d'euros au 30 juin 2024.

L'entité **BLI** gère en partenariat avec Funds For Good une gamme de 3 fonds Impact qui ont conservé leur label *Towards Sustainability*. La société de gestion détient un encours sous gestion de 13,3 milliards d'euros et matérialise 842 millions d'euros de rachats au premier semestre 2024.

Au premier semestre 2024, les encours gérés par **Crédit Mutuel Impact** ont crû de près de 27 % par rapport au premier semestre 2023 et atteignent 817 millions d'euros au 30 juin 2024. Cette progression significative repose sur la poursuite du déploiement du fonds Révolution Environnementale et Solidaire, abondé chaque année par le Dividende sociétal de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Ce fonds durable à impact a vocation à amplifier la transformation des modèles de production et à intervenir dans les domaines clés de la transition climatique et environnementale où les besoins financiers sont très importants et les autres acteurs ne sont pas assez présents. Les investissements réalisés au cours du premier semestre 2024 ont concerné notamment les thématiques Mieux produire, Mieux se loger et Mieux préserver les écosystèmes.

• ACTIVITÉ BANQUE PRIVÉE

Le premier semestre 2024 de la **Banque Transatlantique**¹ est marqué par la résilience de ses activités dans un contexte économique ralenti. Les métiers de la Banque Transatlantique, en France comme à l'international, affichent des résultats solides.

La dynamique commerciale des différentes filiales et lignes métiers permet d'atteindre un produit net bancaire de 108 millions d'euros à fin juin 2024 (109 millions d'euros à fin 2023).

Par rapport à fin juin 2023, le produit net d'intérêts, en partie obéré par la hausse des encours de comptes à terme, ressort à 25,9 millions d'euros en repli de -36 % et retrouve son niveau à fin juin 2022 (26,1 millions d'euros) tandis que les commissions progressent de +20 % et s'élèvent à 82,2 millions d'euros.

Comparé au premier semestre 2023, les frais généraux augmentent de +10 % à 69,5 millions d'euros traduisant les premiers investissements réalisés dans le cadre du plan stratégique 2024-2027.

Le résultat net, en retrait, s'établit à 27,3 millions d'euros (33,3 millions d'euros à fin juin 2023) et reste supérieur aux prévisions budgétaires.

Le coefficient d'exploitation s'affiche à 64,3 % en hausse de 6 points par rapport au premier semestre 2023.

Les encours de crédits atteignent 5,5 milliards d'euros au 30 juin 2024 (5,3 milliards d'euros fin 2023). Les débloquages de crédit à l'habitat pour le périmètre Banque Transatlantique France affichent une baisse de -33 % comparé à juin 2023 tandis que le taux moyen des crédits à l'habitat débloqués s'améliore de 125 points de base à 3,86 %.

L'encours d'épargne progresse de +8,5 % sur le premier semestre pour s'établir à 67,9 milliards d'euros. L'évolution de l'épargne financière demeure dynamique pour l'ensemble des filiales et lignes métiers, atteignant 62 milliards d'euros fin juin 2024 (56,5 milliards d'euros fin 2023).

Au cours du premier semestre 2024, la **Banque de Luxembourg**² a dégagé un produit net bancaire de 203,6 millions d'euros à fin juin 2024, en diminution de -5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Cette évolution est imputable à une marge nette d'intérêts en diminution de -8 %, à 87,8 millions d'euros, ainsi qu'aux commissions nettes qui présentent une baisse de -5 %, à 110,9 millions d'euros.

Les frais généraux s'élèvent à 128,2 millions d'euros, soit un niveau similaire à celui de fin juin 2023.

Le coût du risque est en reprise nette de +2,5 millions d'euros (il s'élevait à -1,6 million d'euros à fin juin 2023), induisant une variation positive de +4,1 millions d'euros par rapport à fin juin 2023.

Le résultat net atteint 58,5 millions d'euros, en baisse de -4% par rapport à fin juin 2023. Les encours clientèle atteignent 127 milliards d'euros à fin juin 2024, en augmentation de +6 % comparé à fin juin 2023.

Au cours du premier semestre 2024, la **Banque CIC (Suisse)** a amorcé les premières mesures, découlant de son plan stratégique ambitieux au service de l'économie suisse annoncé en fin 2023³.

En comparaison des résultats à fin 2023, le volume des dépôts clients est en baisse de -3 % à 8,8 milliards d'euros. L'activité de financement diminue légèrement de -0,9 % à 10,54 milliards d'euros.

À fin juin 2024, le produit net bancaire s'élève à 109,6 millions d'euros en baisse de -15,2 % par rapport à fin juin 2023, traduisant la réduction du taux directeur de la Banque Nationale Suisse et l'augmentation des coûts de financements.

Les frais généraux s'élèvent à un total de 74,4 millions d'euros en progression de +7,7 % par rapport au premier semestre 2023, notamment liée à la hausse des effectifs (+17 postes à plein temps pour un total de 470 employés au 30 juin 2024). Comparé au 30 juin 2023, le coût du risque global s'élève à 21,90 millions d'euros sous l'effet de l'augmentation des provisions pour risque avéré et non encore avéré (au 30 juin 2023, le coût du risque non avéré était en reprise nette de provision pour 7,5 millions d'euros).

Au final, au 30 juin 2024, le résultat net est en forte baisse de -81,0 % à 9,7 millions d'euros, impacté par les hausses de charges d'exploitation et du coût du risque.

¹ La Banque Transatlantique inclut les filiales : Banque Transatlantique France, Banque Transatlantique Londres, Banque Transatlantique Belgium, Banque Transatlantique Luxembourg, Dubly Transatlantique Gestion (activité de gestion d'actifs), Transatlantique Private Wealth (non consolidé mais inclue dans les chiffres d'activités de Banque Transatlantique).

² Banque de Luxembourg inclut Banque de Luxembourg Investments SA (métier gestion d'actifs).

³ Tel qu'annoncé dans le Communiqué de Presse du 28 novembre 2023.

4.2. Banque de financement

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Produit net bancaire	335	296	+13,1 %
Frais de fonctionnement	-83	-87	-4,7 %
Résultat brut d'exploitation	252	209	+20,5 %
Coût du risque	-40	-64	-36,6 %
<i>coût du risque avéré</i>	-44	-97	-54,3 %
<i>coût du risque non avéré</i>	4	34	-87,9 %
Résultat avant impôt	212	145	+45,5 %
Impôt sur les bénéfices	-56	-40	+39,8 %
Résultat net	156	105	+47,7 %

Avec ses équipes basées à la fois en France et dans les succursales du CIC à l'étranger (Londres, Bruxelles, New York, Singapour et Hong Kong), la banque de financement offre des services à une clientèle de grandes entreprises et d'institutionnels, dans le cadre d'une approche globale de leurs besoins. Elle appuie également l'action des réseaux « entreprises » pour leur grande clientèle, et contribue au développement de l'activité internationale ainsi qu'à la mise en œuvre de financements spécialisés (acquisitions, actifs, projets).

Les engagements de la banque de financement sont stables à 65,7 milliards d'euros, dont 24,5 milliards d'encours tirés.

Le produit net bancaire est en hausse de +13,1 %, à 335 millions d'euros, à la fin du premier semestre 2024, tirée principalement par l'augmentation de la marge d'intérêt. Le volume d'activité est demeuré soutenu, matérialisant la bonne dynamique commerciale à destination des grandes entreprises et des financements structurés.

Le coût du risque est en baisse se traduisant par une dotation nette de -40 millions d'euros contre -64 millions à fin juin 2023.

Le résultat net s'inscrit donc en progression de +47,7 %, à 156 millions d'euros au 30 juin 2024, contre 105 millions d'euros au 30 juin 2023.

L'activité des **financements structurés** - financement d'acquisitions, financement de projets, financement d'actifs et titrisation - a été soutenue dans l'ensemble de ses lignes métiers. Globalement, la production de crédits au premier semestre est en hausse par rapport à la même période en 2023 et totalise 2,0 milliards d'euros.

Le produit net bancaire¹ est en hausse de +4,9 % et atteint 145,9 millions d'euros. Le coût du risque avéré est nul (légère reprise) ce qui permet de générer de bons résultats sur l'ensemble des métiers. Le résultat avant impôt¹ atteint 110,3 millions d'euros, en augmentation de +7 % par rapport au premier semestre 2023.

L'activité **grands comptes (CIC Corporate)** accompagne dans leur développement et dans le cadre d'une relation à long terme les grandes entreprises industrielles et institutions financières françaises ou étrangères cotées ou non, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 millions d'euros. Malgré le contexte géopolitique, le volume d'activité est demeuré soutenu sur le premier semestre 2024. La hausse du produit net d'intérêt et des commissions matérialise en effet la bonne dynamique commerciale de CIC Corporate en lien notamment avec un marché du crédit bancaire et obligataire animé tant par des crédits inauguraux que des refinancements ou des amendements et extensions.

Dans le contexte géopolitique incertain, les équipes de la **direction des activités à l'international** sont mobilisées pour proposer des solutions qui permettent d'allier développement et sécurisation des opérations à l'international :

- en accompagnant les clients entreprises dans leurs projets de développement à l'international. Ainsi 131 entreprises ont bénéficié des services de CIC Aidexport et des bureaux de représentation au cours du premier semestre ;
- en garantissant aux exportateurs qu'ils seront payés grâce aux crédits documentaires confirmés. Le nombre d'opérations est en progression de +12,2 % sur le semestre vs juin 2023 ;
- en proposant des solutions de crédits acheteurs ou d'escompte sans recours de crédits fournisseurs export ;
- en permettant aux entreprises d'échanger entre pairs dans le cadre du Club CIC International.

Ce premier semestre confirme la pertinence du dispositif constitué des succursales de Bruxelles, Londres, New York, Singapour et Hong Kong et des 34 bureaux de représentation, implantés sur l'ensemble des continents.

¹ Données de gestion.

4.3. Activités de marché

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Produit net bancaire	299	293	+1,9 %
Frais de fonctionnement	-142	-139	+2,0 %
Résultat brut d'exploitation	157	154	+1,8 %
Coût du risque	3	-1	n.s
Résultat d'exploitation	159	153	+4,2 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE	-1	-0	n.s
Résultat avant impôt	159	153	+3,7 %
Impôt sur les bénéfices	-39	-41	-6,4 %
Résultat net	120	112	+7,4 %

CIC Marchés regroupe les activités commerciales de marché – sous la marque CIC Market Solutions – à destination de la clientèle entreprises et institutions financières, l'activité investissement ainsi que les prestations de post marché au service de ces activités.

Les deux métiers investissement et commercial poursuivent leur croissance avec un PNB global en progression de +1,9 % à 299 millions d'euros. Les **frais généraux** sont en hausse de +2 %, à 142 millions d'euros.

Le **résultat net**, à 120 millions d'euros, illustre la bonne performance de cette activité (+7,4 %)

CIC Market Solutions poursuit sa croissance au cours du premier semestre 2024. Le produit net bancaire IFRS¹ s'établit ainsi à 118,9 millions d'euros, contre 113,7 millions d'euros au 30 juin 2023, soit une croissance de +5 % malgré une base de comparaison élevée.

Au cours du premier semestre, l'activité administration de fonds a rejoint le périmètre. L'ensemble des activités poursuit leur bonne dynamique commerciale.

Le **métier Investissement** – incluant la France, les succursales de New York, de Singapour et Londres – génère sur les six premiers mois de l'année, un produit net bancaire de 169,1 millions d'euros contre 156,6 millions d'euros au premier semestre 2023. Le produit net bancaire des différents pôles en France et à l'étranger est largement positif, particulièrement à New York.

Sur ce premier semestre, le marché primaire a été abondant quels que soient les émetteurs et ce, malgré les phases de volatilité, de courte durée, liées au contexte géopolitique mondial ou politique français.

¹ Hors Singapour.

4.4. Capital-investissement

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Évolution
Produit net bancaire	223	220	+1,3 %
Frais de fonctionnement	-45	-40	+13,4 %
Résultat brut d'exploitation	177	180	-1,4 %
Résultat avant impôt	177	180	-1,3 %
Impôt sur les bénéfices	-2	1	n.s.
Résultat net	175	181	-3,1 %

Crédit Mutuel Equity regroupe l'ensemble des métiers de haut de bilan du groupe : capital innovation, capital développement, capital transmission, mais également investissements dans des projets d'infrastructure et conseil en fusions-acquisitions. Crédit Mutuel Equity accompagne des projets de développement principalement en France via ses huit implantations en région - Paris, Lyon, Nantes, Bordeaux, Lille, Strasbourg, Marseille et Toulouse -, mais aussi à l'international au travers de ses filiales en Allemagne, en Belgique, en Suisse et au Canada.

Crédit Mutuel Equity investit au capital des sociétés en croissance, les fonds propres de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et s'engage aux côtés des dirigeants pour favoriser l'innovation, la croissance et l'emploi, et leur permettre ainsi de mener à bien les transformations nécessaires de leurs modèles d'affaires, de créer de la valeur financière et extra-financière et de franchir des paliers de développement structurants.

En apportant des moyens financiers durables aux entreprises, adaptés à la temporalité de leurs projets, Crédit Mutuel Equity renforce la solidité de leur bilan pour leur permettre de mieux résister aux crises et de poursuivre leur développement. Investir ses propres capitaux lui permet aussi d'aligner les intérêts et d'ainsi partager avec les dirigeants les risques, les défis et les ambitions stratégiques. L'objectif : une création de valeur pérenne, tant économique qu'environnementale ou sociétale. Crédit Mutuel Equity privilégie de fait des montages financiers équilibrés avec le souci permanent d'une juste redistribution de la valeur créée sur ses opérations pour toutes les parties prenantes : actionnaires, dirigeants et salariés des entreprises accompagnées.

Sur les 328 participations du portefeuille, une sur trois est détenue depuis plus de dix ans, preuve de la pertinence de son engagement dans le temps. Le renouvellement des entreprises accompagnées est pour autant très dynamique et révélateur de la force de frappe de la structure : sur les trois dernières années, près de 2,3 milliards d'euros ont été cédés et un volume comparable a été déployé dans de nouvelles opérations ou réinvesti dans les sociétés du portefeuille pour accompagner le franchissement de nouveaux paliers de croissance.

Au plan financier, plus de 194 millions d'euros ont été investis au premier semestre 2024. Le portefeuille atteint quant à lui 3,8 milliards d'euros en encours investi, démontrant la forte dynamique de ces métiers sur l'ensemble de leurs segments, de l'innovation à la transmission.

Avec 223 millions d'euros au premier semestre 2024, le total des produits reste lui aussi solide et composé aux trois quarts de plus-values générées par le portefeuille, démontrant la qualité de la gestion des participations dans un contexte économique marqué par l'incertitude.

Après deux exercices de très forte activité, CIC Conseil, qui a ouvert en avril un nouveau bureau à Marseille, finalise six transactions représentant un volume de commissions brutes de 2,3 millions d'euros au premier semestre 2024.

La contribution au résultat net s'établit quant à elle à 175 millions d'euros, un niveau proche de celui du premier semestre 2023.

5 Autres métiers : technologie, logistique, presse et autres

Ce secteur rassemble principalement :

- le métier « technologie » incluant les sociétés informatiques du groupe ;
- le métier « logistique » incluant les structures à vocation logistique ;
- le métier « presse » avec le groupe EBRA (groupe de presse quotidienne régionale de Crédit Mutuel Alliance Fédérale) qui possède neuf quotidiens régionaux et plus de 1 400 journalistes : *Le Dauphiné Libéré, Le Progrès, Le Bien Public, Le Journal de Saône et Loire, Le Républicain Lorrain, L'Est Républicain, Vosges Matin, Les Dernières Nouvelles d'Alsace et L'Alsace*. Les neuf titres disposent d'un fort ancrage local et couvrent au total 23 départements sur l'ensemble de la façade Est de la France. Le Groupe EBRA est présent avec ses différentes marques sur le print, et le digital ainsi qu'une offre événementielle avec sa filiale EBRA Events et une expertise vidéo via ses filiales EBRA Studios et EBRA Productions ;
- les activités « holding »
- depuis le 1^{er} janvier 2023, ce secteur intègre un retraitement lié à l'application de la norme IFRS17 : le reclassement en produit net bancaire des frais engagés par le réseau au titre de la distribution des contrats d'assurance est positionné en « autres métiers » afin de ne pas nuire à l'analyse des performances des activités.

Le produit net bancaire du secteur « Autres métiers » est de -29 millions d'euros contre -174 millions d'euros à la fin du premier semestre 2023.

Le résultat brut d'exploitation est positif (+ 66 millions d'euros), en progression par rapport à fin juin 2023, marqué par :

- une réduction de la charge nette de l'activité holding ;
- une amélioration pour l'activité « presse » ;
- la croissance du résultat pour la technologie lié à la hausse des tarifs et des volumes ainsi qu'au report de certaines charges.

Zoom sur l'activité presse

Au cours de ce semestre, le groupe EBRA a continué à développer son portefeuille d'abonnés numériques avec une tendance à +21 % par rapport à la même période de 2023. La mise en place de l'offre jeune, grâce au soutien de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dans le cadre du Dividende sociétal, a permis de conquérir déjà 10 000 nouveaux abonnés entre 18 et 25 ans.

Les revenus continuent d'être impactés par la baisse structurelle de la vente au numéro des journaux ainsi que par le marché publicitaire difficile. Cependant, le déploiement de nouveaux produits et services de communication permettent de compenser une partie de cette baisse. C'est le cas de l'offre publicitaire « **trading desk** » qui a progressé de +42 % en un an.

L'offre éditoriale des journaux du groupe EBRA continue également d'évoluer pour répondre aux nouvelles attentes des lecteurs grâce au déploiement de plusieurs chaînes et formats sur les réseaux sociaux. Dans ce cadre, « Mission Europe », dispositif éditorial multimédias déployé pour les élections européennes, avait pour objectif de fournir une information de qualité, vérifiée, pluraliste et non partisane sur l'ensemble de nos médias et les réseaux sociaux (Whatsapp, TikTok, Twitch etc..).

Une campagne de communication qui démontre les engagements RSE du groupe EBRA via une série de 5 épisodes de 30 secondes, nommée "La presse en circuit court", a été lancée le 5 juin 2024. Elle valorise toutes les actions RSE mises en place et dont les bénéfices sont visibles et mesurables (distribution locale, écoconception, gestion durable des ressources, économies de papier, gestion de déchets et logistique inversée, sécurité des données et serveurs en France).

Enfin, les efforts de diversification de revenus se poursuivent avec l'acquisition en janvier 2024 de la société Gens d'Événements, agence positionnée sur l'événementiel comme outil d'accompagnement aux transitions, implantée à Paris et à Nantes.

La transformation numérique et la diversification ne compensent pas encore complètement l'érosion des revenus issus des ventes de journaux imprimés. Néanmoins, les efforts de maîtrise des dépenses d'exploitation ont permis d'amoinrir l'impact du recul du chiffre d'affaires sur le résultat net du groupe qui est en nette amélioration par rapport à juin 2023.

6 Informations complémentaires

6.1. Liquidité et refinancement

Les projections de fin d'année 2023 anticipant une baisse rapide et importante des taux en zone EUR et aux USA ont été significativement atténuées depuis le début d'année 2024. Ainsi, face à des pressions inflationnistes persistantes les taux à court terme sont restés à des niveaux plus élevés que prévus avec une courbe des taux durablement « inversée ».

Cependant, en Europe, au fil des mois, la situation inflationniste s'est peu à peu améliorée et la BCE a pu démarrer finalement en juin son cycle d'assouplissement monétaire avec une baisse de 25 points de base (bp) de ses taux directeurs (une première depuis 2019). Cet assouplissement devrait néanmoins se faire progressivement avec, selon certains scénarii, une seule baisse supplémentaire d'ici la fin d'année (restant soumis à décision de la BCE).

Cette nouvelle dynamique décalée et graduée à la baisse des taux a occasionné une hausse des rendements de l'OAT 10 ans d'environ 70bp sur le premier semestre, retraçant une partie de la forte baisse de 2023.

Depuis le 7 juin, la dissolution surprise de l'Assemblée Nationale a sensiblement augmenté le risque politique français et la volatilité sur les marchés financiers. L'OAT 10 ans a continué à monter et le *spread OAT/Bund* s'est écarté de 48 bp à plus de 80 bp au lendemain de la dissolution matérialisant le risque idiosyncratique sur la France. Le *spread OAT/Bund* est redescendu à 65bp à fin juin 2024. En effet, cette crise politique va rendre plus difficile la nécessaire amélioration des finances publiques française.

Comme en 2023, le marché obligataire a continué à être très actif avec une demande forte et soutenue de la part des investisseurs permettant aux émetteurs de dettes de satisfaire rapidement leur plan de refinancement. Ainsi, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a réalisé, à la fin du 1^{er} semestre 72% de son besoin avec une production de 12,1 milliards d'euros d'émissions obligataires.

Conformément aux tendances observées l'année dernière, les rendements élevés proposés et la perspective d'une baisse des taux a alimenté l'appétit des investisseurs sur la première partie de l'année avec une préférence pour les maturités longues.

Suite au léger déséquilibre entre l'offre et la demande, le marché secondaire a connu un resserrement des spreads, à peine contrarié par la crise politique du mois de juin.

Ainsi, ces incertitudes politiques compliquent la gestion de la liquidité, thème qui revient au centre des préoccupations des banques. Il faudra donc profiter des fenêtres d'accalmie pour sécuriser rapidement le refinancement du groupe au second semestre 2024.

Au total, l'encours des ressources externes levées par Crédit Mutuel Alliance Fédérale sur les marchés ressort à 161,7 milliards d'euros à fin juin 2024, soit une hausse de +4,2 % par rapport à la fin décembre 2023.

En effet, les ressources courtes de marché monétaire (moins d'un an) représentent un encours de 57,7 milliards d'euros à fin juin 2024 et augmentent de +9,8 % par rapport à décembre 2023. Elles représentent 36 % de l'ensemble des ressources de marché levées, soit une hausse de 2 points par rapport à fin 2023.

Les ressources à moyen et long terme (MLT) ressortent à 104 milliards d'euros à fin juin 2024, soit une hausse de +1,3 milliard d'euros (+1,3 %) par rapport à la fin d'année précédente 2023. Au 30 juin 2024, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a levé 12,1 milliards d'euros de ressources à MLT (dont 1,25 milliard d'euros de *prefunding* 2023) en utilisant majoritairement la signature BFCM, mais également celle de Crédit Mutuel Home Loan SFH, son entité émettrice d'obligations à l'habitat (*Covered bonds*) qui bénéficie du meilleur échelon de notation par les agences. 78 % de ces ressources à MLT ont été levées en euros et le solde en devises étrangères (dollar US, livre sterling, franc suisse et dollar Australien), illustrant la bonne diversification de la base d'investisseurs.

La répartition entre les émissions publiques et les placements privés s'établit respectivement à 80 % et 20 %. La durée moyenne des ressources à moyen et long terme levées au 30 juin 2024 est de 6,7 ans.

Programme de refinancement au 30 juin 2024

Au 30 juin 2024, les émissions sous un format public ont représenté une contre-valeur de 9,7 milliards d'euros et se répartissent de la manière suivante :

- BFCM sous format EMTN senior :
 - 1,75 milliard d'euros sous le format senior à 7 et 10 ans, émis en mai et janvier,
 - 600 millions de livres sterling à +5 ans, émis en mars,
 - 310 millions de francs suisses à 8 ans, émis en janvier,
 - 1 milliard de dollars US à 3 ans, émis en janvier sous un format US144A,
 - 750 millions de dollar AUD à 3 ans, émis en mai sous un format Kangaroo ;
- BFCM sous format EMTN Non Preferred Senior : 1,25 milliard d'euros à 8 ans, émis en novembre 2023 dans le cadre du *prefunding* 2024 ;
- BFCM sous format EMTN Tier2 : 1,5 milliard d'euros à 10 ans, émis en janvier ;
- Crédit Mutuel Home Loan SFH : 2,75 milliards d'euros à 7 ans réalisés en janvier et mars.

LCR et *buffer* de liquidité

Sur le périmètre consolidé, la situation de liquidité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale est la suivante :

- un ratio LCR moyen sur le premier semestre 2024 de 178 % (vs 162,8 % en 2023) ;
- des actifs moyens de liquidité HQLA (*High Quality Liquid Asset*) de 123,7 milliards d'euros, dont 77,2 % déposés auprès des banques centrales (principalement la BCE).

Le total des réserves de liquidité sur le périmètre consolidé se répartit de la façon suivante :

Crédit Mutuel Alliance Fédérale (en milliards d'euros)	30/06/2024
Cash déposé en banques centrales dont encaisses	84,8
Titres LCR (après <i>haircut</i> LCR)	30,1
<i>dont titres HQLA Level 1</i>	24,6
Autres actifs éligibles banques centrales (après <i>haircut</i> BCE)	51,3
Total des réserves de liquidité	166,2

La réserve de liquidité couvre très largement les tombées de ressources de marché à 12 mois.

Opérations de refinancement ciblées

Les différentes enveloppes allouées par la BEI ont vu leurs affectations aux bénéficiaires finaux du réseau Crédit Mutuel Alliance Fédérale se poursuivre au cours du premier semestre 2024. Ainsi, l'affectation de l'enveloppe « BEI PME & ETI III » a été finalisée.

De plus, les enveloppes « BEI Jeunes Agri & Action Climatique II » et « BEI Professions Médicales » sont toujours en cours permettant ainsi aux clients concernés d'être accompagnés dans ce cadre.

Enfin, suite à la signature fin 2023 d'un nouveau contrat avec la BEI exclusivement dédié au financement de projets d'énergie renouvelable de petite et moyenne taille, un premier tirage de 60 millions d'euros a été effectué début janvier 2024, puis un second de 120 millions d'euros en juin 2024.

6.2. Encours de crédits et de dépôts

Dépôts clientèle

(en milliards d'euros)	30/06/2024	30/06/2023	Évolution	31/12/2023
Comptes courants	188,3	197,2	-4,5 %	191,1
Livrets Bleu & A	55,9	51,4	+8,8 %	54,2
Autres livrets	69,7	75,2	-7,3 %	71,3
Épargne logement	34,7	39,9	-13,0 %	37,7
Dépôts négociés ¹	112,1	77,6	+44,4 %	107,1
Autres	16,8	19,2	-12,7 %	19,7
Dépôts de la clientèle	477,4	460,5	+3,7 %	481,1

¹ Comptes à terme et PEP.

Les encours de dépôts s'élèvent à 477,4 milliards d'euros à fin juin 2024, en hausse de 3,7 % sur un an et en légère baisse (-0,8 %) par rapport à décembre 2023 .

Au 30 juin 2024, la collecte reste particulièrement importante sur les livrets Bleu et A dont les encours ont progressé de 8,8 % sur un an atteignant plus de 55,9 milliards d'euros. Cette hausse s'explique, notamment, par la poursuite des mesures favorables de l'épargne réglementée traduisant une hausse de rémunération des livrets. Par ailleurs, le contexte des marchés financiers encourage les clients à se tourner vers des produits à la fois liquides et sûrs.

Ainsi, les dépôts négociés (comptes à terme et PEP) ont progressé de plus de 44 % sur un an s'élevant à de 112 milliards d'euros. En revanche, les comptes courants ont connu une décollecte de -4,5 % tout comme les dépôts sur les comptes épargne logement qui diminuent de 13 %.

Crédits clientèle

(en milliards d'euros)	30/06/2024	30/06/2023	Évolution	31/12/2023
Habitat	264,1	258,1	+2,3 %	264,9
Consommation	55,0	53,5	+2,8 %	54,6
Équipement et crédit-bail	142,7	138,0	+3,4 %	141,4
Fonctionnement ¹	49,5	52,1	-5,1 %	51,7
Autres	11,2	8,3	+34,6 %	9,4
Crédits à la clientèle	522,5	510,1	+2,4 %	522,0

¹ Comptes courants débiteurs & crédits de trésorerie.

À la fin du premier semestre 2024, les encours de crédits dépassent les 522 milliards d'euros, en hausse de 2,4 % sur un an. En dépit de la hausse des taux, la croissance des encours de crédits reste favorable pour les principales catégories de prêts :

- + 2,3 % pour les encours de crédits habitat, à 264,1 milliards d'euros ;
- + 2,8 % pour les crédits à la consommation, représentant 55,0 milliards d'euros ;
- + 3,4 % pour les crédits d'équipement et crédit-bail, à près de 142,7 milliards d'euros ;

6.3. Indicateurs alternatifs de performance

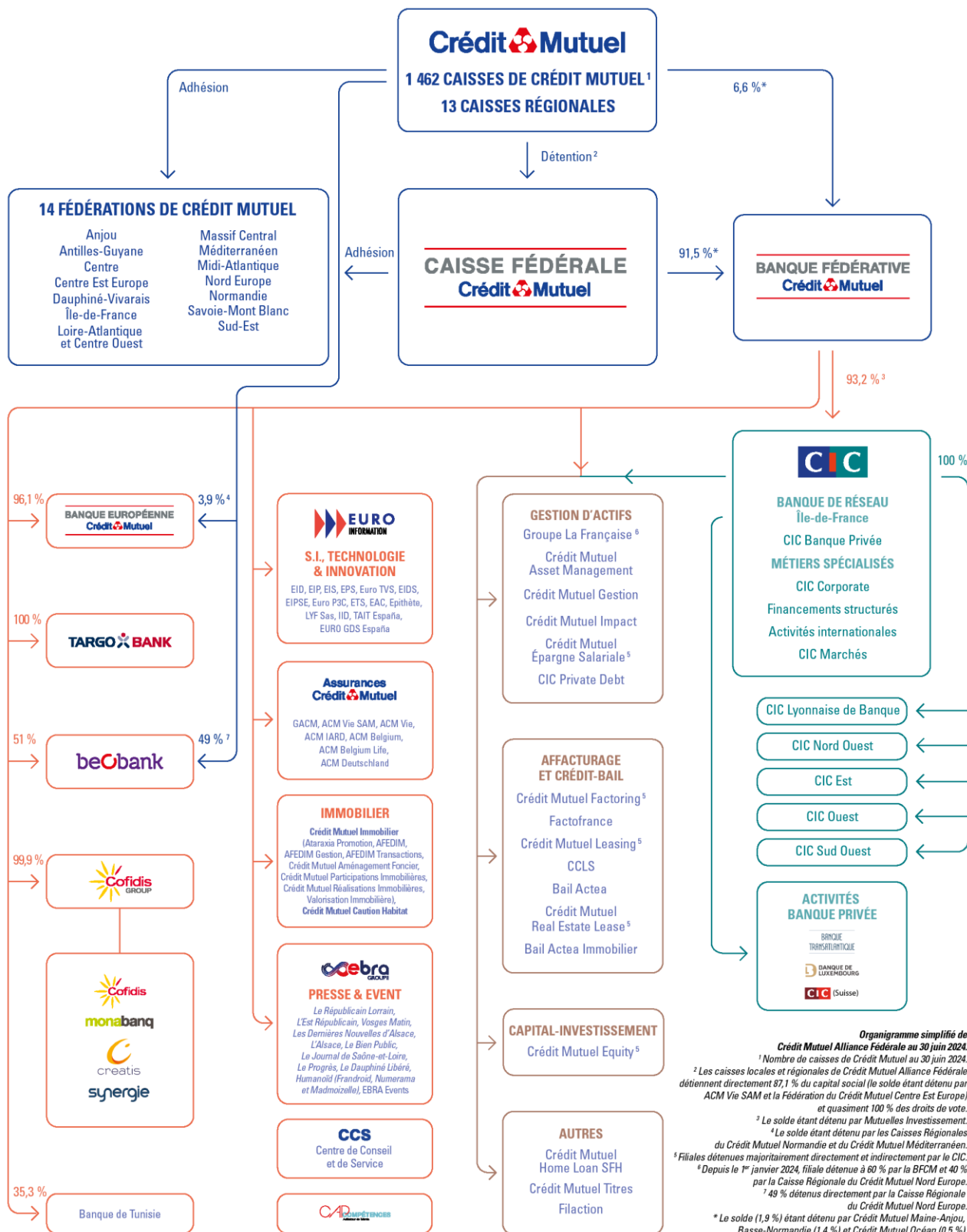
Libellé	Définition / mode de calcul	Pour les ratios, justification de l'utilisation
Coefficient d'exploitation	Ratio calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : rapport entre les frais généraux (sommes des postes « charges de personnel », « autres charges générales d'exploitation » et « dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles ») et le « produit net bancaire »	Mesure de l'efficacité d'exploitation de la banque
Coût du risque clientèle global rapporté aux encours de crédits (exprimé en % ou en points de base)	Coût du risque clientèle de la note de l'annexe des comptes consolidés rapporté aux encours de crédits bruts de fin de période	Permet d'apprécier le niveau de risque en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux
Coût du risque	Poste « coût du risque de contrepartie » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure le niveau de risque
Crédits à la clientèle / production de crédits	Poste « prêts et créances sur la clientèle au coût amorti » de l'actif du bilan consolidé	Mesure de l'activité clientèle en matière de crédits
Coût du risque avéré	Actifs dépréciés (S3) voir note annexe « coût du risque de contrepartie »	Mesure le niveau de risque avéré (encours douteux)
Coût du risque non avéré	Pertes attendues à 12 mois (S1) + pertes attendues à maturité (S2) voir note annexe « coût du risque de contrepartie ». Application de la norme IFRS 9.	Mesure le niveau de risque non avéré (sur encours sains)
Dépôts de la clientèle ; dépôts comptables	Poste « dettes envers la clientèle au coût amorti » du passif du bilan consolidé	Mesure de l'activité clientèle en matière de ressources bilanciales
Épargne assurance	Encours d'assurance-vie détenus par nos clients données de gestion (compagnie d'assurance)	Mesure de l'activité clientèle en matière d'assurance-vie
Épargne financière bancaire, épargne gérée et conservée	Encours d'épargne hors bilan détenus par nos clients ou conservés (comptes titres, OPCVM ...) - données de gestion (entités du groupe)	Mesure représentative de l'activité en matière de ressources hors-bilan (hors assurance-vie)
Épargne totale	Somme des dépôts comptable, de l'épargne assurance et de l'épargne financière bancaire	mesure de l'activité clientèle en matière d'épargne
frais de fonctionnement ; frais généraux ; frais de gestion	Sommes des lignes « charges de personnel », « autres charges générales d'exploitation » et « dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure le niveau des frais de fonctionnement
Marge d'intérêt ; revenu net d'intérêt ; produit net d'intérêt	Calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés : - intérêts reçus = poste "intérêts et produits assimilés" du compte de résultat consolidé publiable - intérêts versés = poste "intérêts et charges assimilés" du compte de résultat consolidé publiable	Mesure représentative de la rentabilité
Ratio crédits / dépôts ; coefficient d'engagement	Ratio calculé à partir de postes du bilan consolidé : rapport exprimé en pourcentage entre le total des crédits à la clientèle et des dépôts de la clientèle	Mesure de la dépendance aux refinancements externes
Rentabilité des actifs (ROA)	Le ratio du rendement moyen de l'actif total se calcule en divisant le résultat net par la moyenne du total actifs sur deux années	Le ROA est un indicateur de performance de la banque. Il mesure le résultat dégagé par rapport aux actifs mobilisés
Taux de couverture global	Déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit (dépréciations S1, S2 et S3) aux encours brut identifiés comme en défaut au sens de la réglementation (créances brutes faisant l'objet d'une dépréciation individuelle S3).	Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours totaux.
Taux de couverture sur créances douteuses	Déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit (dépréciations S3) aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation (créances brutes faisant l'objet d'une dépréciation individuelle S3).	Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »)
Part des douteux dans les crédits bruts ; taux de CDL	Rapport entre les encours de créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3) et les encours de crédits clientèle bruts moyens (calcul à partir de l'annexe « prêts et créances sur la clientèle » des comptes consolidés : créances brutes+ location financement)	Indicateur de qualité des actifs

6.4. Indicateurs alternatifs de performance (IAP), réconciliation avec les comptes

(en millions d'euros)

Coefficient d'exploitation	1^{er} semestre 2024	1^{er} semestre 2023
Frais généraux	-4 712	-4 649
Produit net bancaire	8 257	7 984
Coefficient d'exploitation	57,1 %	58,2 %
Crédits / dépôts	30/06/2024	30/06/2023
Crédits nets à la clientèle	522 513	510 090
Dépôts de la clientèle	477 410	460 487
Crédits / dépôts	109,4 %	110,8 %
Taux de couverture sur créances douteuses	30/06/2024	30/06/2023
Provisions pour dépréciations sur encours douteux (S3)	-7 478	-6 546
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	16 307	13 938
Taux de couverture sur créances douteuses	45,9 %	47,0 %
Taux de couverture global	30/06/2024	30/06/2023
Provisions pour dépréciations sur encours douteux (S3) et sains (S1 et S2)	-10 614	-9 866
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	16 307	13 938
Taux de couverture global	65,1 %	70,8 %
Taux de créances douteuses	30/06/2024	30/06/2023
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	16 307	13 938
Crédits bruts à la clientèle	533 128	519 956
Taux de créances douteuses	3,1 %	2,7 %
Coût du risque clientèle rapporté aux encours de crédits - annualisé	1^{er} semestre 2024	1^{er} semestre 2023
Coût du risque clientèle	-929	- 632
Crédits bruts à la clientèle moyens	526 542	515 812
Coût du risque clientèle rapporté aux encours de crédits (en pdb) - annualisé	35	24
Rentabilité des actifs (ROA)	1^{er} semestre 2024	1^{er} semestre 2023
Résultat net	2 032	3 925
Actifs moyens	911 896	884 345
Rentabilité des actifs (ROA)	0,45 %	0,44 %

7 Organigramme simplifié de Crédit Mutuel Alliance Fédérale



8 Etats financiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale

8.1. Bilan actif

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales	89 979	97 504
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	40 945	33 892
Instruments dérivés de couverture	2 371	1 525
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	40 955	37 147
Titres au coût amorti	4 137	3 825
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	68 272	66 843
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	522 513	521 951
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-3 857	-2 086
Placements financiers des activités d'assurance	133 513	130 997
Contrats d'assurance émis - Actif	15	15
Contrats de réassurance détenus - Actif	313	312
Actifs d'impôts courants	1 525	1 662
Actifs d'impôts différés	1 220	1 131
Compte de régularisation et actifs divers	11 505	10 530
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	792	798
Immeubles de placement	305	311
Immobilisations corporelles	4 379	4 131
Immobilisations incorporelles	698	690
Ecart d'acquisition	2 360	2 351
Total de l'actif	921 939	913 530

8.2. Bilan passif

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Banques centrales	31	31
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	24 964	17 940
Instruments dérivés de couverture	1 852	2 003
Dettes représentées par un titre au coût amorti	161 405	150 692
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	34 848	50 034
Dettes envers la clientèle au coût amorti	477 410	481 095
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-28	-27
Passifs d'impôts courants	581	759
Passifs d'impôts différés	495	501
Compte de régularisation et passifs divers	19 531	13 958
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Contrats d'assurance émis - passif	121 044	119 184
Contrats réassurance détenus - passif	0	0
Provisions	3 556	3 477
Dettes subordonnées au coût amorti	12 165	11 502
Capitaux propres totaux	64 085	62 379
Capitaux propres - Part du Groupe	62 029	60 364
Capital et réserves liées	8 082	8 063
Réserves consolidées	51 900	48 172
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	108	188
Résultat de l'exercice	1 939	3 942
Capitaux propres - Intérêts minoritaires	2 056	2 015
Total du passif	921 939	913 530

8.3. Compte de résultat

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Intérêts et produits assimilés	18 679	14 693
Intérêts et charges assimilées	-14 279	-10 564
Commissions (produits)	3 157	3 053
Commissions (charges)	-827	-777
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	284	483
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-13	-90
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers au coût amorti	0	0
Produits des contrats d'assurance émis	3 658	3 580
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	-2 892	-2 873
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance détenus	-51	-42
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	-3 073	-4 329
Produits financiers ou charges afférents à des contrats de réassurance détenus	4	2
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance	3 178	4 405
Produits des autres activités	783	765
Charges des autres activités	-351	-322
Produit net bancaire	8 257	7 984
Charges générales d'exploitation	-4 346	-4 286
Dot/Rep sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-366	-364
Résultat brut d'exploitation	3 545	3 335
Coût du risque de contrepartie	-957	-679
Résultat d'exploitation	2 587	2 656
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	13	14
Gains ou pertes sur autres actifs	41	4
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	0
Résultat avant impôt	2 641	2 674
Impôts sur les bénéfices	-609	-711
Résultat net	2 032	1 962
Résultat - Intérêts minoritaires	93	87
Résultat net (part du Groupe)	1 939	1 875